



Arrêté des Comptes 2009

Société Anonyme au capital de 33 514 005 euros
Siège social, Direction et Administration :
6, boulevard Bineau - 92300 Levallois-Perret
562 088 542 R.C.S. Nanterre - SIRET N° 562 088 542 00369



ARRETE DES COMPTES 2009

Sommaire

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	Page 5
ATTESTATION DES DIRIGEANTS SUR LE RAPPORT FINANCIER 2009	Page 17
COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2009	
• Bilan.....	Page 20
• Compte de Résultat.....	Page 21
• Résultat global	Page 22
• Tableau de variation des Capitaux Propres	Page 22
• Tableaux de flux de Trésorerie consolidés.....	Page 23
• Annexe des Comptes Consolidés (Notes 1 à 28).....	Page 25
• Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés	Page 55
COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2009	
• Bilan.....	Page 58
• Compte de Résultat.....	Page 60
• Tableaux de flux de Trésorerie.....	Page 61
• Annexe des Comptes Sociaux (Notes 1 à 19).....	Page 63
• Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Sociaux	Page 76

Société Anonyme au capital de 33 514 005 euros
Siège social, Direction et Administration :
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret
562 088 542 R.C.S. Nanterre – SIRET N° 562 088 542 00369
www.gevelot-sa.fr

Rapport de gestion du Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la Loi et aux Statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire pour vous rendre compte de l'activité de notre Société et de ses Filiales au cours de l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation les comptes sociaux ainsi que les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2009.

Dans un contexte de grave crise économique impactant l'activité de nos filiales, particulièrement celles liées au Secteur automobile, les efforts ont porté en 2009 sur l'adéquation des structures aux volumes d'activité et sur la sécurisation de la liquidité.

Le Secteur Extrusion a poursuivi ses efforts d'adaptation dans un marché déprimé, particulièrement sur le premier semestre 2009, en raison des fortes baisses de programmes de ses donneurs d'ordres, Constructeurs et Equipementiers automobiles.

Le Secteur Pompes, tout en poursuivant ses investissements à l'international et ses efforts d'innovation, a veillé à maintenir sa compétitivité par la maîtrise de ses coûts de production et de ses frais généraux.

Enfin, en ce qui concerne le Secteur Mécanique, des actions d'abaissement des coûts de fonctionnement ont été menées afin de rétablir l'équilibre opérationnel à terme.

Dans ces conditions, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 160,6 M€ contre 201,3 M€ en 2008, soit une baisse de 20,2%.

Le chiffre d'affaires du Secteur Extrusion, à 82,0 M€, est en baisse de 23,7 % sur 2008, le fort déstockage des principaux clients, ayant particulièrement pénalisé les six premiers mois de l'exercice 2009 (- 42 %). Ce repli a cependant été atténué au dernier trimestre 2009 du fait d'une reprise des programmes des Constructeurs automobiles soutenus par les mesures d'accompagnement gouvernementales. La Filiale allemande Dold a également subi un net ralentissement d'activité durant l'année 2009 dû à la faiblesse de l'activité de son client principal.

Le chiffre d'affaires du Secteur Pompes à 67,1 M€ est en retrait de 14,7 % sur 2008. Le repli d'activité de ce Secteur a été plus marqué sur le deuxième semestre 2009 après les livraisons assurées en début d'année sur des commandes prises en 2008.

Le chiffre d'affaires du Secteur Mécanique à 11,4 M€ est en retrait de 24,7 % sur l'exercice 2008, retrait principalement dû à la baisse des ventes carburateurs première monte, partiellement compensé par le maintien d'activité sur les carburateurs rechange à l'export.

Le résultat opérationnel courant consolidé du Groupe reste positif mais en fort retrait, à 1,0 M€ contre 7,6 M€ en 2008.

Le résultat opérationnel consolidé, après prise en compte des mesures de restructuration, est négatif de 2,0 M€ contre 5,1 M€ positif en 2008.

Le résultat financier consolidé est négatif de 0,8 M€ contre 0,9 M€ également négatif en 2008.

Au final, le résultat net consolidé du Groupe en 2009 est déficitaire de 1,7 M€ contre 4,3 M€ bénéficiaire en 2008.

La contribution des différents Secteurs d'activité aux résultats consolidés d'ensemble est développée dans l'Annexe des Comptes Consolidés.

Des aides de financement ponctuelles et des mesures de reports d'échéances ont pu être obtenues durant le premier semestre 2009, particulièrement pour le Secteur Extrusion le plus impacté. En fin d'année 2009, avec de meilleurs volumes d'activité retrouvés, la situation de la liquidité s'est rétablie.

En complément d'aides à l'innovation, des prêts bancaires à moyen terme ont été accordés à nos principales filiales, leur permettant de financer la reprise d'activité espérée et les développements futurs.

Les activités des sociétés incluses dans le périmètre du Groupe sont développées ci-après (les données chiffrées sont extraites des Comptes individuels de chaque société et s'entendent donc avant retraitement IFRS et éliminations de consolidation).

Activités de la Société-Mère

Gévelot S.A.

Le chiffre d'affaires de Gévelot S.A., Société-Mère, constitué de loyers et de prestations, s'est élevé à 3 667 K€, en hausse de 1,8 %.

Le résultat d'exploitation de l'exercice s'élève à 1 341 K€ contre 1 114 K€ en 2008.

Le résultat financier s'élève à 1 882 K€ contre 2 051 K€ intégrant la contribution de nos filiales en termes de dividendes qui se situe à 1 602 K€ contre 1 417 K€ en 2008.

Le résultat courant avant impôt s'établit à 3 223 K€ contre 3 165 K€ en 2008.

Le résultat exceptionnel est négatif de 2 317 K€ contre 2 142 K€ négatif en 2008. Il intègre une charge d'amortissements dérogatoires nets de 319 K€ et une provision intragroupe pour charges d'impôts futurs sur déficits reportables de nos filiales françaises pour 2 027 K€, provision limitée à l'économie d'impôt de la période. Divers produits nets sont par ailleurs constatés pour 29 K€.

Après une charge d'impôt Sociétés de 482 K€ et constatation de 2 053 K€ d'économie d'impôt liée au régime d'intégration fiscale, le bénéfice net social de Gévelot SA s'établit à 2 477 K€ contre 2 290 K€ en 2008. Aucun investissement n'a été réalisé en 2009 contre 1,4 M€ en 2008.

Activités des Filiales

Secteur Extrusion, Usinage

Les ventes consolidées de ce Secteur ont atteint 82,0 M€.

Les investissements incorporels et corporels se sont élevés à 5,0 M€ contre 6,7 M€ en 2008.

Gévelot Extrusion

Après une forte baisse de volume au premier trimestre 2009, l'activité s'est partiellement rétablie au dernier trimestre.

Le chiffre d'affaires 2009 s'élève à 50 997 K€ en baisse de 21,5 % sur 2008. L'effet baisse de volume est très conséquent et la production de l'exercice, après un fort déstockage, est de 46 311 K€, en repli de 28,1 % par rapport à 2008.

Le résultat d'exploitation est négatif de 4 025 K€ (1 480 K€ négatif en 2008) après une charge d'amortissements de 3 395 K€ (3 280 K€ en 2008) et de redevances de crédit-bail de 1 341 K€ (1 235 K€ en 2008). Ce très fort repli de résultat opérationnel est dû principalement à un volume de production insuffisant qui n'a pas pu être compensé par l'ajustement des dépenses de fonctionnement (contraction de la masse salariale, chômage partiel, licenciements économiques, réduction des frais généraux), dont certains effets sont différés.

Le résultat financier apparaît négatif de 131 K€ contre 391 K€ également négatif en 2008 malgré un repli de la contribution de la filiale allemande Dold (400 K€ contre 560 K€) et du fait des premiers effets positifs de la diminution de l'endettement financier.

Le résultat exceptionnel est négatif de 264 K€. Il intègre une plus-value de 1 651 K€ constatée sur la cession à Gévelot S.A. de 50 % des parts de la filiale allemande Dold. Il constate 1 261 K€ de coûts de restructuration et d'ajustement d'effectifs (PSE) conduites en février et juin 2009, 79 K€ de dotations nettes pour risques sociaux et 369 K€ de dotations nettes aux amortissements dérogatoires.

Après prise en compte d'un crédit impôt recherche, le résultat net de l'exercice 2009 s'élève négatif à 3 979 K€ contre 3 465 K€ également négatif en 2008.

La capacité d'autofinancement est négative de 3 138 K€ contre 1 167 K€ positive en 2008.

L'effectif global au 31 décembre 2009 s'établit à 479 personnes (dont 17 en congés de reclassement ou préavis) dont 1 contrat à durée déterminée et 13 intérimaires, contre 547 personnes dont aucun intérimaire en décembre 2008, soit un repli de 15 %, hors reclassements en cours.

Dold Kaltfliesspressteile GmbH (Allemagne)

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2009 s'est élevé à 31 545 K€ contre 43 092 K€ en 2008, soit un retrait de 26,8 %.

La production de l'exercice, en repli de 32,2 %, se monte à 28 850 K€.

Dans ces conditions, le résultat d'exploitation est déficitaire de 122 K€ contre 1 376 K€ bénéficiaire en 2008.

Le résultat financier est négatif de 120 K€ contre 85 K€ en 2008.

Le résultat exceptionnel est négatif de 620 K€, contre 494 K€ en 2008, correspondant aux coûts de restructuration.

Le résultat net ressort déficitaire à 793 K€ contre 659 K€ positif en 2008 après un produit d'impôts de 69 K€.

La capacité d'autofinancement s'élève à 1 088 K€ contre 2 494 K€ en 2008.

A fin 2009, après cession de 50 % de ses parts à Gévelot SA par Gévelot Extrusion, Dold est désormais détenue à 70 % par Gévelot SA et 30 % par Gévelot Extrusion.

L'effectif global au 31 décembre 2009 s'élève à 285 personnes, dont 9 apprentis, contre 339 dont 9 apprentis au 31 décembre 2008 soit une baisse de 16 %.

Secteur Pompes, Technologie des Fluides

Les ventes consolidées de ce secteur se sont élevées à 67,1 M€ contre 78,6 M€ en 2008 soit un repli de 14,7 %.

Les investissements incorporels et corporels se sont élevés à 3,9 M€ contre 5,6 M€ en 2008.

PCM

L'activité commerciale de PCM en 2009 a été marquée au premier semestre par un fort ralentissement de la prise de commande dans le Secteur Oil & Gas ainsi que par la chute brutale des ventes dans les Secteurs Food et Industry du fait de la crise économique mondiale.

Le chiffre d'affaires de cette société s'est élevé en 2009 à 60 714 K€ (dont 64,8 % réalisés à l'Export) contre 70 139 K€ en 2008, soit une baisse de 13,4 %.

Le chiffre d'affaires du Département Oil & Gas est en léger repli par rapport à 2008, la baisse du chiffre d'affaires affecte surtout les Départements Industry et Food.

Les Services, en baisse à 2,0 M€ représentent 3,5 % du global.

PCM dégage un résultat d'exploitation de 6 539 K€ contre 6 100 K€ en 2008, soit une progression de 7,2 % due, d'une part à l'amélioration du taux de marge et, d'autre part, aux mesures d'adaptation prises dès la fin 2008.

Le résultat financier est positif de 295 K€ contre 538 K€ en 2008. Il intègre des produits financiers de participation en provenance des filiales pour un montant global de 318 K€, des produits liés aux placements pour 21 K€ et une charge nette de 85 K€ due aux écarts de change.

Dans ces conditions, le résultat courant avant impôt s'établit à 6 834 K€ contre 6 638 K€ en 2008 soit une progression de 2,9 %.

Le résultat exceptionnel se traduit par une charge nette de 2 567 K€ contre 717 K€ en 2008 et dont les principaux éléments sont :

- une dotation aux amortissements et dépréciations exceptionnels immatériels pour 1 369 K€
- des charges nettes sur fermeture de Rambouillet et de PCM Venezuela pour 646 K€
- une dotation nette aux amortissements dérogatoires pour 605 K€.

La Participation des salariés s'élève à 264 K€ contre 350 K€ en 2008.

L'impôt sur les Sociétés s'élève à 1 297 K€ contre 1 394 K€ en 2008 après prise en compte d'un crédit d'impôt recherche de 273 K€.

L'exercice se solde par un résultat net bénéficiaire après impôt de 2 706 K€ contre 4 176 K€ en 2008, en repli de 35,2 %.

L'effectif global au 31 décembre 2009 s'établit à 288 personnes dont 8 intérimaires, contre 320 personnes dont 8 intérimaires au 31 décembre 2008, soit en baisse de 10 %.

La capacité d'autofinancement s'élève à 5 553 K€ contre 5 054 K€ en 2008.

Il sera proposé de servir un dividende de 1 279 K€ au titre de 2009.

PCM Group UK Ltd. (Grande-Bretagne)

Le chiffre d'affaires de 2 611 KGBP contre 3 925 KGBP en 2008 est en repli de 33,5%. Cette diminution s'explique principalement par la crise économique mondiale qui a fortement affecté les ventes et installations de systèmes pour l'industrie et le traitement des eaux, cœur de métier de cette société.

Le résultat net de cette société s'établit à 248 KGBP contre 236 KGBP en 2008. Ce maintien du résultat, malgré une diminution du chiffre d'affaires s'explique, par l'amélioration de la marge et la diminution des coûts de Personnel.

Un dividende de 400 KGBP a été décidé au titre des résultats de 2009 et sera versé en juin 2010.

L'effectif au 31 décembre 2009 est de 18 personnes contre 20 à fin 2008.

PCM Deutschland GmbH (Allemagne)

Le chiffre d'affaires à 1 709 K€ est en baisse de 25,7 % par rapport à 2008 en raison de l'effet combiné de la forte diminution des ventes de pompes et de la diminution des ventes de pièces de rechange.

Le résultat net est bénéficiaire à 33 K€ contre 189 K€ en 2008. Ce résultat est lié à la baisse de l'activité, la structure des coûts n'ayant pas changé en 2009.

Un dividende de 250 K€ a été décidé et sera versé en avril 2010.

L'effectif au 31 décembre 2009 est de 9 personnes.

PCM Flow Technology (Etats-Unis)

Cette Société, sans activité commerciale, Filiale à 100 % de PCM, créée en avril 2004, contrôle 100 % de l'activité de la Société PCM USA Inc.

Elle a fait l'objet, en octobre 2009, d'une augmentation de capital de 3 000 KUSD accordée sur décision du Conseil d'Administration de PCM du 30 juillet 2009 et destinée à sa filiale PCM USA Inc.

PCM USA Inc. (Etats-Unis)

Le chiffre d'affaires 2009 s'est élevé à 3 954 KUSD contre 4 943 KUSD en 2008 soit une diminution de 20 %. Cette baisse est principalement liée à la forte diminution des ventes de rotors vers le client principal sur la zone Amérique, ceci étant la conséquence de la chute du cours du baril de pétrole sur la première partie de l'exercice 2009 et de la diminution des investissements des exploitants pétroliers.

Le résultat net, déficitaire de 475 KUSD contre 279 KUSD positif en 2008, a été impacté par la baisse du chiffre d'affaires et par les coûts de création de la succursale PCM Canada au second semestre 2009.

Cette filiale a bénéficié de la part de son actionnaire unique PCM Flow Technology Inc., d'une augmentation de capital de 3 000 KUSD réalisée en octobre 2009. Le Capital de la société a donc été porté à 6 501 KUSD. Cette augmentation a pour but de renforcer la structure capitalistique afin de poursuivre les investissements industriels nécessaires à la montée en puissance du hub Amérique.

En conséquence, l'avance en compte courant consentie par PCM qui s'élevait à 1 450 KUSD à fin 2008 a été entièrement remboursée sur l'exercice 2009.

L'effectif au 31 décembre 2009 est de 15 personnes, proche de celui de fin 2008 (14 personnes).

PCM Trading (Shanghai) Co Ltd (Chine)

L'activité de cette société est en progression car la Chine a été nettement moins touchée par la crise économique que le reste du Monde.

En 2009, le chiffre d'affaires est de 23 487 KRMB contre 20 770 KRMB en 2008 soit une progression de 13,1 %.

Le résultat net s'établit à 1 320 KRMB contre 1 975 KRMB en 2008 en repli de 33,2 %. Compte tenu de la phase de démarrage dans laquelle la Société se trouve, cette évolution n'est pas significative.

Pour accompagner le développement de l'activité sur la zone Asie-Pacifique, une augmentation de capital de cette société, filiale à 100 % de PCM, a été décidée en mars 2009 pour un montant de 1 160 K€. Cette augmentation a été libérée partiellement à hauteur de 20 % en avril 2009, portant ainsi le capital de la société à 7 566 KRMB soit 777 K€. La libération des 80 % restants (928 K€) interviendra en mars 2010.

PCM (Suzhou) Co Ltd (Chine)

Cette société, filiale à 100 % de PCM a été créée en décembre 2008 suite à l'obtention d'une licence d'exploitation pour une durée de 30 ans. Elle a pour but de développer l'activité industrielle sur la zone Asie-Pacifique pour ainsi devenir le 3^{ème} hub mondial de PCM après les USA (Houston), et l'Europe (Champtocé-sur-Loire).

Le capital de cette société a été libéré partiellement à hauteur de 65 % en janvier 2009 pour un montant de 12 640 KRMB soit 1 423 K€. La libération des 35 % restants interviendra en juin 2010.

Le chiffre d'affaires réalisé de juin à décembre 2009 s'est élevé à 432 KRMB en raison du démarrage tardif de l'activité (septembre 2009).

Le résultat net est une perte de 2 975 KRMB due aux coûts de structure non couverts par un niveau d'activité naissant.

PCM Group Venezuela C.A. (Venezuela)

Cette société, filiale à 99,98 % de PCM, a été créée en mai 2008.

En raison des lenteurs administratives inhérentes au Venezuela qui ont empêché le démarrage des activités et d'un contexte politique local très incertain, la fermeture de cette société a été décidée. La dissolution de la société est intervenue en novembre 2009.

PCM Group Italia Srl (Italie)

Cette société, détenue à 100% par PCM, a été créée en mai 2008. Elle a pour but de développer l'activité commerciale de PCM en Italie.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2009 s'établit à 389 K€ contre 118 K€ en 2008 (six mois d'activité).

Le résultat net à fin 2009 est une perte de 70 K€ contre une perte de 43 K€ à fin 2008. Ce résultat s'explique par la mise en place de la structure de ventes et d'une année complète de coûts.

L'effectif au 31 décembre 2009 est de 3 personnes.

Kudu Industries Inc. (Canada)

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 75 587 KCAD contre 84 214 KCAD en 2008, soit une baisse de 10,2% due à la chute du cours du baril de pétrole sur la première partie de l'exercice et à la diminution des investissements des exploitants pétroliers.

Le résultat consolidé de l'ensemble, ressort déficitaire à 263 KCAD contre 4 108 KCAD bénéficiaire en 2008.

En ce qui concerne la production classique, les produits se banalisent avec une concurrence accrue entraînant une baisse des marges et du volume.

Compte tenu du cours du baril sur les premiers mois de 2009, les projets d'extraction des huiles issues des sables bitumineux par injection de vapeur nécessitant l'utilisation de la pompe PCM Vulcain™ ont été gelés.

Aucun dividende ne sera versé au titre de l'année 2009.

Ensival Moret Asia (EMA) (Singapour)

Cette société, purement financière, qui contrôle 100 % de la société industrielle Ensival Moret Shanghai (EMS) (Chine) est détenue à 25,71 % par PCM depuis octobre 2002.

Le résultat net pour l'année 2009 est bénéficiaire de 39 KSGD, soit 19 K€.

Ensival Moret Shanghai (EMS) (Chine)

L'activité principale de EMS concerne la société Ensival Moret. Cette tendance s'est confirmée après la création de notre société PCM Suzhou en Chine.

Le chiffre d'affaires social de EMS pour l'année 2009 s'est élevé à 85 867 KRMB (9 025 K€) contre 76 727 KRMB (7 504 K€) soit une progression de 11,9 %.

Le résultat net est bénéficiaire de 3 364 KRMB (354 K€) contre 744 KRMB (73K€) en 2008. Cette augmentation du résultat est imputable à nos partenaires et directement liée à la croissance de leur activité en Chine. Après la création de notre propre structure, cette tendance s'accroîtra.

Secteur Mécanique, Equipements Moteurs et Gaz

Le chiffre d'affaires de ce Secteur s'est élevé à 11,4 M€ en baisse de 24,7 % sur 2008.

Les investissements industriels se sont élevés à 0,3 M€ contre 0,6 M€ en 2008.

Gurtner

Les ventes nettes se sont élevées en 2009 à 11 398 K€ contre 15 134 K€ en 2008, en retrait de 24,7 % sur 2008.

Pour l'activité Equipements Moteurs, le chiffre d'affaires des carburateurs première monte est en baisse de 44,6 %, les effets de la crise actuelle venant aggraver ceux de la baisse structurelle de ce marché. La fourniture des carburateurs rechange reste de même niveau qu'en 2008. Les nouveaux produits pour Equipementiers Automobiles (pompes doseuses) sont en progression de 7,4 % malgré un marché automobile affecté par la crise. Au global, l'activité Equipements Moteurs est en retrait de 34,8 %.

Pour l'activité Equipements Gaz, le chiffre d'affaires est en retrait de 17,1 % par rapport à 2008. Le chiffre d'affaires du Gaz Habitat, affecté par la crise de l'immobilier, est en baisse de 15,3 % et celui des Opérateurs Réseau Gaz de 24,6 %, du fait, notamment, de la perte d'un marché important en 2009.

La production est en baisse de 27,4 %.

Le résultat d'exploitation est négatif de 193 K€ contre 864 K€ négatif en 2008 année sur laquelle de nombreuses provisions sur actif circulant avaient été dotées.

Le résultat financier est négatif de 12 K€ contre 116 K€ en 2008.

Le résultat courant est ainsi négatif de 205 K€ contre 980 K€ également déficitaire en 2008.

Le résultat exceptionnel est négatif de 399 K€ et intègre principalement 320 K€ de coûts sociaux liés aux restructurations conduites sur le Site de Pontarlier et 57 K€ de provisions nettes réglementées ainsi que 65 K€ de provisions pour risques.

En termes d'impôts société, il a été constaté divers crédits fiscaux pour 190 K€.

Au final, le résultat net est déficitaire de 414 K€ contre une perte de 852 K€ en 2008.

L'effectif global au 31 décembre 2009 s'établit à 98 personnes contre 120 personnes en décembre 2008 soit une baisse de 18 %.

La capacité d'autofinancement redevient positive à 177 K€ contre 67 K€ négative en 2008.

Activités du Groupe Gévelot

Comptes consolidés

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice s'élève à 160,6 M€.

Le résultat opérationnel courant s'établit positif à 1,0 M€ contre 7,6 M€ en 2008. Il est impacté négativement par le Secteur Extrusion à hauteur de 4,0 M€ contre 1,9 M€ positif en 2008. La contribution du Secteur Pompes, malgré une baisse de 25 % reste positive. La contribution du Secteur Mécanique reste négative mais en amélioration de 50 %.

Le résultat opérationnel consolidé avant Impôt est déficitaire de 2,0 M€ après prise en compte des autres produits et charges opérationnels pour un montant net de 3,0 M€ correspondant principalement aux coûts de restructuration.

Après un produit d'impôt sur les bénéfices de 0,9 M€ et une contribution aux résultats des Sociétés mises en équivalence de 0,2 M€, le résultat net consolidé de l'exercice 2009 s'établit négatif de 1,7 M€ contre 4,3 M€ positif en 2008.

Investissements du Groupe

Les investissements incorporels se sont élevés à 0,8 M€ et les corporels à 8,4 M€ soit au global 9,2 M€ contre 14,3 M€ en 2008. Ils correspondent principalement à des investissements industriels liés à la productivité et aux nouveaux marchés.

Emplois

Les effectifs du Groupe au 31 décembre 2009, hors mesures en cours, hors personnels temporaires, s'établissent à 1 221 personnes (dont 424 hors de France), contre 1 414 personnes au 31 décembre 2008 soit un repli global de 15 %.

A fin 2009, Gévelot S.A., pour sa part, employait 7 personnes.

Activités du groupe en matière de recherche et de développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de recherche et de développement se sont élevées à 1,8 M€. En termes de dépenses de développement, 0,5 M€ ont été activés dans le cadre des dispositions de la Norme IAS 38.

Gévelot Extrusion

Sur l'exercice 2009, 174 K€ ont été activés au titre des frais de développement sur un total de 803 K€.

Le programme 2009 a porté principalement sur le développement de nouvelles familles de pièces pour de nouveaux marchés (pignons, arbres de boîtes de vitesses, etc...).

Au regard du caractère innovant du process et de la prise en compte d'une réduction des impacts sur l'environnement de deux projets, Oséo a octroyé à Gévelot Extrusion une avance remboursable de 1,2 M€ dont 0,5 M€ ont été reçus sur l'exercice 2009.

Dold

Sur l'exercice 2009, 202 K€ ont été activés au titre des frais de développement.

PCM

Pour l'année 2009, 85 K€ ont été activés au titre des frais de développement sur un total de frais de 177 K€.

En Oil & Gas, la technologie PCM Vulcain™ a conquis de nombreux clients mais la chute début 2009 du prix du baril de pétrole a ralenti les ventes. Les activités de recherche dans le domaine du multiphasique se sont poursuivies.

En ce qui concerne le département Industry, de nouveaux modules de la gamme de pompes industrielles EcoMoineau™ ont été développés.

Pour ce qui est du marché Food, de nombreuses études se sont poursuivies en 2009 pour améliorer la nettoyabilité et l'alimentarité des composants.

Gurtner

Pour l'exercice 2009, il n'y a pas eu d'activation au titre des frais de recherche et développement qui se sont élevés à 633 K€.

Les efforts de Gurtner en matière de Recherche et Développement ont principalement porté, dans le domaine des équipements moteurs, sur la mise au point et l'industrialisation du vapedétendeur GPLc modèle Midjet, et, dans le Domaine des équipements gaz, sur l'étude, le prototypage et les essais normatifs d'un nouveau robinet gaz naturel.

Structure financière consolidée

Le total de l'actif s'établit à 194,6 M€ contre 219,5 M€ à fin 2008, soit une diminution de 24,9 M€.

L'actif non courant baisse de 2,6 M€ et l'actif courant diminue de 22,3 M€.

Les dettes (hors provisions pour risques et charges) diminuent de 19,8 M€ du fait de la baisse des dettes financières pour 4,3 M€, des dettes d'exploitation pour 12,6 M€, des dettes sur immobilisations pour 1,8 M€ et des passifs d'impôts différés pour 1,1 M€.

La structure financière nette consolidée (trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite des emprunts établissements de crédit et des dettes financières diverses), toujours négative, s'établit à 3,0 M€, en amélioration de 7,6 M€ sur 2008 du fait de la hausse de la trésorerie nette pour 4,0 M€ et compte tenu de la baisse de l'endettement financier pour 3,6 M€.

Au total, l'Actif courant s'élève à 87,6 M€ couvrant largement l'ensemble des dettes envers les tiers à moins d'un an, d'un montant de 49,5 M€.

En synthèse, le ratio "Endettement/Capitaux Propres" s'établit à 21,2 % contre 24,6 % à fin 2008.

Le ratio "Endettement/chiffre d'affaires" s'élève à 15,9 % contre 15,1 % à fin 2008

Le coût financier total de l'endettement s'élève à fin 2009 à 919 K€ (0,6 % du chiffre d'affaires) contre 1 615 K€ en 2008 (0,8 %).

Engagements de retraite

Voir Note N° 14 de l'Annexe des Comptes Consolidés.

Capitaux Propres Consolidés

Voir Etats financiers consolidés.

Perspectives du Groupe pour 2010

Après une année 2009 fortement impactée par la crise financière et économique, l'année 2010 apparaît comme une année de transition au cours de laquelle seront prolongés les efforts d'adaptation du Groupe au nouveau contexte économique mondial.

Société-Mère

Le chiffre d'affaires de Gévelot S.A., est constitué de loyers et de prestations. Les loyers des sites industriels mis à disposition de Gévelot Extrusion ont été diminués pour tenir compte de la réalité actuelle du marché immobilier.

Le Résultat net restera bénéficiaire.

Secteur Extrusion, Usinage

Le chiffre d'affaires consolidé de ce Secteur pourrait s'établir en légère progression sur 2009.

Sur la base des prévisions actuelles, ce Secteur pourrait retrouver l'équilibre opérationnel en 2010.

Secteur Pompes, Technologie des Fluides

Le chiffre d'affaires consolidé pourrait s'établir en progression par rapport à 2009.

Les perspectives d'activité du Secteur sont en légère amélioration en 2010. Les développements à l'International seront poursuivis. Le niveau de résultat de 2009 devrait pouvoir être maintenu.

Secteur Mécanique, Equipements Moteurs et Gaz

Pour 2010, un léger redressement du Chiffre d'Affaires est prévu.

La baisse structurelle des ventes de carburateurs pour le moyen terme, non compensée par les développements récents, imposera des efforts constants d'adaptation.

Dans ces conditions, le résultat net, hors coûts exceptionnels, devrait revenir à l'équilibre.

Systèmes d'information et nouvelles technologies

Gévelot Extrusion

En 2009, la refonte des systèmes de Gestion Financière et de Gestion des Ressources Humaines de l'entreprise a été finalisée. Ont été mis en service et sont désormais opérationnels :

- le remplacement des serveurs bureautiques et d'infrastructure pour améliorer la fiabilité et la flexibilité du système d'information,
- le logiciel financier en Allemagne au 1^{er} juillet 2009,
- le site internet de Gévelot Extrusion dans une version orientée achats et bureaux d'études clients.

PCM

La rénovation des systèmes d'information se poursuit afin de permettre le développement international de PCM.

- La nouvelle salle informatique de Champtocé-sur-Loire a été mise en service en 2009. La sécurisation du fonctionnement a été primordiale dans ce projet avec l'installation de protections vis-à-vis des risques d'incendie et la mise en place de secours énergétiques.
- Dans le domaine de la relation client, un projet a été déployé en 2009 pour PCM et ses filiales, filiales qui disposent désormais d'un logiciel multilingue fonctionnant en mode "web" et préservant les données de l'Entreprise.
- Le projet ERP Group a été validé dans sa phase préliminaire, ensuite les équipes dédiées au déploiement se sont consacrées à l'implémentation de ce même progiciel en Chine. Ce projet sera achevé au premier trimestre 2010.

Gurtner

Les actions 2009 dans le domaine des Systèmes d'Information et des Nouvelles Technologies ont été les suivantes :

- mise en place et intégration du module de paie et comptabilité,
- déclenchement de la mise en place de l'EDI avec GrDF et d'autres Clients Grossistes pour intégration complète des échanges au 2^{ème} semestre 2010.

Fonctionnement des Organes Sociaux

Le Conseil d'Administration composé de huit Membres s'est réuni quatre fois en 2009.

Le Comité d'Audit, composé de trois Membres s'est réuni quatre fois en 2009 et a régulièrement rendu compte de ses travaux au Conseil d'Administration.,

Délégation en cours de validité

L'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009 a adopté la 9^{ème} résolution à caractère ordinaire autorisant le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions des Articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce et du Règlement Européen N° 2273/2003 du 22 décembre 2003, à faire acheter par la Société ses propres actions.

Cette autorisation a été donnée pour une période de dix huit mois à compter du jour de cette Assemblée.

Cette même Assemblée Générale Mixte a adopté la 11^{ème} résolution à caractère extraordinaire autorisant le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions des Articles L.225-209, à annuler sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions de la société que cette dernière détient, ou détiendrait dans le cadre de l'Article L.225-209 susvisé et à réduire le capital social du montant nominal des actions ainsi annulées, dans la limite de 10 % du capital par périodes de vingt quatre mois.

Cette autorisation a été donnée pour une période de vingt six mois à compter du jour de l'Assemblée de Juin 2009.

Un ajustement du cours de rachat et une prorogation de délai seront proposés à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Administrateurs

Il sera proposé à cette même Assemblée, le renouvellement du Mandat d'Administrateur de Monsieur Roberto BARABINO.

Mandataires sociaux : Rémunérations et Fonctions

En application des dispositions de l'Article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte des rémunérations et des avantages de toute nature versés en 2009, par la Société Gévelot SA, les Sociétés qu'elle contrôle ou celles qui la contrôlent à chacun des Mandataires sociaux de la Société Gévelot S.A., ainsi que des fonctions exercées au cours de l'exercice :

Monsieur Paolo MARTIGNONI, Président-Directeur Général, a perçu les sommes suivantes :

	<i>en 2009</i>	<i>Rappel 2008</i>
- Rémunération brute fixe versée par la Société	160 004 €	160 004 €
- Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	20 900 €	20 900 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot
Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM
Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe :

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de Sopofam.

Monsieur Philippe BARBELANE, Directeur Général Délégué, a perçu les sommes suivantes :

	<i>en 2009</i>	<i>Rappel 2008</i>
- Rémunération brute versée par la Société	183 820 €	183 820 €
- Avantages en nature émanant de la Société, évalués à	8 076 €	11 525 €
- Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	8 300 €	8 300 €
- Rémunération variable	15 000 €	15 000 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de PCM
Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe : Néant.

Mademoiselle Claudine BIENAIMÉ, Administrateur, a perçu les sommes suivantes :

	<i>en 2009</i>	<i>Rappel 2008</i>
Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	22 300 €	22 300 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM
Administrateur de Gurtner
Président du Comité d'Audit de Gévelot

Fonctions hors Groupe :

Membre du Conseil de Surveillance de Publicis Groupe SA
Membre du Comité d'Audit de Publicis Groupe SA
Membre du Comité de Rémunération de Publicis Groupe SA
Director de :

- Publicis Groupe Investments BV (Pays-Bas)*
- Publicis Holdings BV (Pays-Bas)*
- Publicis Groupe Holdings BV (Pays-Bas)*

Représentant permanent de Publicis Conseil SA dans Re:Sources 133 SAS

et par ailleurs :

Président-Directeur Général de :

- Société Immobilière du Boisdormant SA (France)

Directeur Général Délégué de :

- Rosclodan SA (France)
- Sopofam SA (France)

Gérant de :

- SCI Presbourg Etoile (France)

*Fin de mandat au cours de l'exercice 2009

Madame Roselyne MARTIGNONI, Administrateur,
a perçu les sommes suivantes :

	<i>en 2009</i>	<i>Rappel 2008</i>
Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	18 600 €	18 600 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :
Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM

Fonctions hors Groupe :

Administrateur de Sopofam
Administrateur de Rosclodan
Administrateur de la S.A. Société Immobilière du Boisdormant

Monsieur Philippe DESTOURS, Administrateur,
a perçu, les sommes suivantes :

	<i>en 2009</i>	<i>Rappel 2008</i>
Jetons de présence versés par la Société et les Sociétés contrôlées	19 900 €	19 900 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :
Administrateur de PCM
Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de Gévelot Extrusion
Membre du Comité d'Audit
Fonctions hors Groupe : Néant.

Monsieur Charles BIENAIMÉ, Administrateur,
a perçu les sommes suivantes :

	<i>en 2009</i>	<i>Rappel 2008</i>
Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	12 600 €	12 600 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :
Administrateur de Gévelot Extrusion

Fonctions Hors Groupe :

Président du Conseil d'Administration de Rosclodan
Membre du Directoire de Meeschaert Family Office
Directeur Général de Meeschaert Family Office (France)
Administrateur de Meeschaert Family Office (Belgique)
Administrateur de Meeschaert Family Office (Suisse)
Membre du Directoire de la Financière Meeschaert

Monsieur Roberto BARABINO, Administrateur,
a perçu les sommes suivantes :

	<i>en 2009</i>	<i>Rappel 2008</i>
Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	14 000 €	14 000 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :
Administrateur de PCM

Fonctions hors Groupe :

Administrateur de Hofima spa
Administrateur de Omba Impianti & Engineering spa
Administrateur de ASG Superconductors spa
Administrateur de Sima & Tectubi spa
Administrateur de Paramed srl
Administrateur de Betazero srl
Administrateur de Malacalza Investimenti srl

Monsieur Pascal HUBERTY, Administrateur,
a perçu les sommes suivantes :

	<i>en 2009</i>	<i>Rappel 2008</i>
Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	8 000 €	8 000 €

et n'exerce au sein du Groupe Gévelot aucune autre fonction

Fonctions hors Groupe :

Responsable Développement Commercial au sein de l'Organisation ALTERPACK depuis janvier 2009.
Gérant de Sociétés

Monsieur Mario MARTIGNONI, Administrateur,
a perçu les sommes suivantes :

	<i>en 2009</i>	<i>Rappel 2008</i>
- Rémunération brute versée par la Société	32 834 €	37 985€
Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	20 900 €	16 900 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM
Administrateur de Gurtner
Président et Administrateur de PCM GROUP Italia Srl
Administrateur de Kudu Inc.

Fonctions hors Groupe :

Directeur Général Délégué et Administrateur de Sopofam.

Informations diverses

Cette information porte sur les sommes versées tant par notre Société que par les Sociétés contrôlées par elle au sens de l'Article L 233-16 du Code de Commerce.

Les Sociétés Sopofam et Rosclodan (actionnaires de Gévelot SA) n'ont versé aucune rémunération aux Mandataires Sociaux de Gévelot SA.

Il n'y a pas eu en 2009, de dépenses engagées au titre des retraites des Dirigeants Sociaux.

Conséquences sociales et environnementales de l'activité

Gévelot S.A., publiera en annexe de son Rapport de Gestion un document consolidé relatif au Développement Durable, reprenant des informations en matière Sociales et Environnementales, conformément aux dispositions initialement prévues par les Articles D 148-2 et 148-3 du Décret du 23 mars 1967, modifiées par le Décret n° 2002.221 du 20 février 2002.

Gestion des Risques

Dans le cadre de la description des principaux risques auxquels le Groupe est confronté, les points suivants peuvent être retenus.

Risques Généraux

1. Risques Marchés

Le Groupe est positionné sur plusieurs marchés distincts, ce qui limite son exposition aux variations d'un seul secteur.

Le marché du Secteur Extrusion

Sur le marché de l'automobile du secteur Extrusion, les risques "marchés" sont de deux natures :

- Tout d'abord, un marché qui se délocalise depuis plusieurs années vers les pays dits "Low cost" avec deux conséquences, une perte de volumes lorsque des voitures ou sous ensembles sont effectivement fabriqués à l'étranger et une forte pression sur les prix de vente (et donc les marges) pour rester compétitif et éviter ces délocalisations et pertes de marché.

Cette situation se retrouve aussi bien en France (Gévelot Extrusion) qu'en Allemagne (Dold).

- Par ailleurs la baisse des ventes de véhicules neufs, effet de la conjoncture sur un marché structurellement sur-capacitaire.

La crise actuelle touche fortement l'industrie automobile, qui maintenue par un ensemble de mesures gouvernementales ("primes à la casse"), n'en reste pas moins à des niveaux de production très faibles.

Le marché du Secteur Pompes.

L'activité spécifique des Pompes Pétrole est sensible à la baisse du prix du baril, notamment lorsqu'il passe sous le seuil des 80 \$. Sous ces niveaux, il est généralement constaté un frein sur les installations de nouveaux puits et donc sur l'investissement. Ceci affecte plus particulièrement la nouvelle pompe Vulcain™ permettant l'extraction dans les schistes bitumineux d'une huile plus coûteuse à extraire.

De par sa participation à hauteur de 45 % dans sa filiale KUDU dont l'activité est uniquement pétrolière (installation de puits), PCM est d'autant plus sensible aux fluctuations de ce marché. En effet, Kudu assure environ 20% des ventes de PCM dans le secteur Pétrolier.

Les performances des autres pompes (secteur Alimentaire et secteur Industriel) sont généralement liées à l'activité économique générale en France comme à l'étranger.

La politique de décentralisation des bureaux commerciaux (Moyen Orient, Asie, Afrique) plus proche des lieux d'extraction rend moins sensible PCM à un risque de baisse d'activité sur un seul pays mais n'a pas permis d'éviter les effets d'une crise mondiale.

Le marché du Secteur Mécanique

Gurtner se trouve depuis quelques années en perte de vitesse sur son marché des carburateurs "Première Monte" du fait de la délocalisation des productions de "Deux Roues" vers la Chine. Son activité "Rechange" se trouve aussi confrontée à une concurrence sur les prix de la part de Pays "Low Cost".

La pompe à additif, nouveau marché de Gurtner dans le secteur automobile, connaît elle aussi les mêmes baisses de volumes que celles rencontrées dans le Secteur Extrusion.

2. Risques Pays

Le Groupe est exposé aux risques Pays pour une petite partie de son activité dans le domaine principalement du Secteur Parapétrolier. Cette exposition reste néanmoins non significative.

Risques Financiers

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers. Ces risques sont liés aux activités industrielles et commerciales du Groupe, à ses besoins de financement ainsi qu'à sa politique d'investissement notamment à l'international. Ils sont principalement rattachés à des risques de variations de taux de change, de taux d'intérêt mais aussi à de brusques variations des prix des matières premières.

1. Risques financiers liés aux activités industrielles et commerciales

- Risques de change

Le Groupe Gévelot est exposé dans ses activités industrielles et commerciales aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies du fait de la localisation de ses sites de production en zone euro et de ses zones de vente localisées dans le monde entier et impliquant des facturations en devises étrangères.

La gestion du risque de change de l'activité des Pompes et Technologies des Fluides est basée sur un principe de facturation des entités de production du groupe aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières. Ces facturations inter-sociétés font l'objet d'une couverture de change à terme de leur règlement si les montants sont significatifs.

Le même principe est appliqué aux ventes hors Groupe, principalement dans le secteur des Pompes, pour la facturation en devises aux Clients. Des couvertures à terme sont mises en place dès la matérialisation d'une opération de vente en devises.

Le Groupe n'effectue pas d'opération de couverture de change ferme sur ses ventes futures ; la marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change.

De même, le Groupe n'a pas procédé à la mise en place de Couverture de Change pour ses actifs détenus en devises étrangères.

- Risques de variation de prix

Le Groupe est sensible aux variations des cours de ses matières premières, notamment l'Acier dans le Secteur Extrusion. Pour faire face à de futures variations qui pourraient impacter de manière significative la marge opérationnelle, le Groupe développe la multiplicité des sources d'approvisionnement et a recours quand cela lui est possible à des contrats contenant des clauses de variations de prix encadrés avec ses fournisseurs ou ses clients.

- Risques de crédit

Le Groupe accorde une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses clients.

Pour le secteur de l'Extrusion, l'activité est concentrée sur un nombre restreint de Clients qui présentaient traditionnellement d'excellentes garanties financières.

Par ailleurs, le Secteur Extrusion est relativement protégé par ses produits, difficilement interchangeables, souvent objets de procédures d'homologation longues et complexes, qui le positionnent en Fournisseur incontournable sur de courtes périodes.

Depuis peu, le Secteur Extrusion s'est désengagé de marchés à l'International (USA notamment) et s'est recentré sur les marchés nationaux européens (France et Allemagne) qui présentent une plus faible exposition aux risques d'impayés.

Enfin, lorsque cela est possible, le Secteur recourt à l'Assurance Crédit.

L'activité du secteur des Pompes présente relativement plus de risque. Toutefois, hormis quelques grands clients Export du secteur Pétrolier, qui font d'ailleurs l'objet de suivis particuliers (limitation des livraisons en fonction des encours), les autres clients de PCM ne présentent pas de risques individuels significatifs et font généralement l'objet de procédures de recouvrement par des sociétés spécialisées. Enfin, l'un des clients principaux de PCM sur le secteur Pétrolier est Kudu Inc., société canadienne dans laquelle PCM détient 45% du Capital. L'émergence d'un risque sur ce client ne pourrait échapper à PCM.

2. Risques liés aux opérations de financement

Le Groupe fait appel au secteur bancaire pour les opérations de financement de ses activités Industrielles et Commerciales qui le nécessitent.

Des opérations de refinancement pour Gévelot Extrusion France ont été mises en place et d'autres sont à l'étude, notamment par l'utilisation de fonds garantis dans le cadre de programmes nationaux de support à l'Industrie automobile, pour lui permettre de surmonter au mieux la baisse d'activité de ce secteur.

Les autres Sociétés du Groupe présentent un niveau d'endettement très faible voire nul.

- Risques de variation de taux

Lorsque cela s'avère nécessaire (montant d'emprunt significatif) le Groupe met en place des outils de couverture de variation des taux d'intérêts pour les emprunts à taux variables d'échéance longue et de montant important. Pour cela, le Service trésorerie centralisé du Groupe analyse le portefeuille et propose les outils appropriés (Swap de taux) pour limiter les risques futurs dans des limites de coûts appropriés et maîtrisés.

3. Risques financiers liés aux opérations d'investissements réalisés à l'étranger

- Risques de change

Le Groupe détient des investissements à l'étranger, et hors de la zone Euro, dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion des devises. Ces actifs nets, principalement situés au Canada, aux USA et en Chine, ne font pas aujourd'hui l'objet de couverture particulière.

Dettes Fournisseurs à fin 2009

Conformément à l'Article 24-11 de la Loi de Modernisation de l'Economie (LME) du 4 août 2008 et au Décret 2008-1492 du 30 décembre 2008, les Dettes Fournisseurs et comptes rattachés (exploitation et immobilisations) d'un montant de 202 K€ se décomposent de la manière suivante :

Echu	31 jours	31 à 60 jours	> 60 jours	Total
33 K€	46 K€	66 K€	57 K€	202 K€

Affectation des résultats

Il sera proposé l'affectation des résultats suivante :

. Bénéfice de l'exercice	2 476 816,05 €
. Report à nouveau antérieur	<u>2 528 633,84 €</u>
. Total à répartir.....	5 005 449,89 €
. Réserve Légale.....	123 840,80 €
. Autres réserves.....	247 305,71 €
. Dividende	<u>1 723 577,40 €</u>
	<u>- 2 094 723,91 €</u>
. Report à nouveau après affectation	<u>2 910 725,98 €</u>

En cas d'approbation de la répartition mentionnée ci-dessus, le dividende de 1,80 € par action, éligible à l'abattement de 40 % prévu pour les personnes physiques bénéficiaires d'un Crédit d'Impôt plafonné sera mis en distribution à partir du 1^{er} juillet 2010.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales en vigueur, qu'il a été procédé à la distribution des dividendes suivants au cours des trois derniers exercices :

Exercice	Net	Crédit d'Impôt	Nombre Actions	
			servies	globales
2006	2,20	p m	957 543	957 543
2007	2,20	p m	957 543	957 543
2008	2,00	p m	957 543	957 543

Bourse

Pendant l'année 2009, le cours de l'action, cotée sur Eurolist Compartiment C, de NYSE Euronext, a évolué comme suit :

	Euros
Cours à fin 2008	16,11
Cours le plus bas	12,00
Cours le plus haut	28,90
Cours à fin 2009	27,50
Nombre de titres échangés en 2009	133 379
2008	22 822

Au 31 mars 2010 le cours de l'action était de 23,36 € avec un volume d'échange constaté depuis le début de l'année de 20 994 titres.

Actionnariat

Au 31 décembre 2009, la Société GEVELOT est contrôlée à hauteur de plus des deux tiers du capital à travers principalement :

- La SOCIETE DE PORTEFEUILLE FAMILIAL (SOPOFAM), plus du tiers,
- Société ROSCLODAN, plus du vingtième.

Par ailleurs, le Fonds Commun de Placement STOCK PICKING FRANCE et la Société de gestion de portefeuille indépendante la FINANCIERE DE L'ECHIQUIER détiennent chacune plus du vingtième du capital social. Enfin, aucune des Sociétés contrôlées par GEVELOT ne détient d'action de cette Société.

Le capital de la Société ne fait l'objet d'aucune détention par le Personnel du Groupe, quelle qu'en soit le cadre et l'origine.

Projet de renouvellement de l'autorisation de programme de rachat de Gévelot S.A..

Sixième Résolution

La Sixième Résolution à caractère ordinaire a pour objet de renouveler pour une période de 12 mois l'autorisation donnée au Conseil d'Administration à faire acheter par la Société ses propres actions dans la limite de 5 % du Capital résultant de la Neuvième Résolution adoptée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009.

Ces achats interviendraient dans le cadre :

- des Articles L.225-209 et suivants du Code du Commerce qui permettent également d'autoriser le Conseil d'Administration à annuler tout ou partie des actions ainsi acquises dans la limite de 10 % du capital, par périodes de 24 mois,
- du Règlement européen n° 2273 du 22 décembre 2003.

Le nombre maximum d'actions pouvant être acquises dans le cadre de l'autorisation demandée reste de 5 % du capital de la Société à la date de la présente assemblée, ce qui correspond à 47 877 actions de 35 euros de valeur nominale.

Le montant total consacré à ces acquisitions ne pourra pas dépasser 2 300 000 €.

L'autorisation de rachat demandée a pour objet de permettre à la Société de procéder si besoin à l'annulation éventuelle des actions acquises, conformément aux termes de la Onzième Résolution à caractère extraordinaire adoptée par

l'Assemblée Générale Mixte des Actionnaires du 25 juin 2009.

Le Conseil d'Administration informera les Actionnaires réunis en Assemblée Ordinaire annuelle de toutes les opérations réalisées en application de la présente Résolution. Il est précisé que la Société n'a pas fait usage de la précédente autorisation.

Cotation

La Loi n° 2009-1255 du 19 octobre 2009 par ses Articles 11 à 13 ayant mis en place un mécanisme simplifié de transfert, le Conseil d'Administration proposera à la prochaine Assemblée Générale, le transfert de la cotation du titre Gévelot du Marché réglementé (Euronext Eurolist compartiment C) au Marché organisé (Alternext), l'objectif étant de limiter les contraintes et les coûts attachés à la cotation.

Charges non déductibles

(Loi du 12 juillet 1965 article 27)

Les réintégrations de frais généraux dans le bénéfice fiscal imposable au cours de l'exercice 2009 ne concernent que la seule entité Gévelot et se sont élevées à 30 977 € contre 30 199 € en 2008.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Secteur Extrusion

Le premier trimestre 2010 marque une nette amélioration d'activité sur 2009. La prudence s'impose néanmoins quant aux perspectives sur les mois à venir. Les actions de productivité seront poursuivies.

Secteur Pompes

Les perspectives commerciales deviennent meilleures hors Europe dans le domaine de l'Oil & Gas. En Europe, la visibilité reste médiocre. Une rationalisation des implantations des Services tertiaires de PCM en France est mise à l'étude dès le premier semestre 2010.

Secteur Mécanique

Le chiffre d'affaires du 1er trimestre 2010, à ce stade, semble confirmer les prévisions. Les efforts d'adaptation devront être poursuivis pour assurer le retour à la rentabilité.

Le Conseil d'Administration

Attestation des Dirigeants sur le Rapport Financier 2009

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Hervé Siehr
Directeur Financier Groupe

Philippe Barbelane
Directeur Général Délégué

Comptes Consolidés au 31 décembre 2009

Bilan consolidé au 31 décembre 2009

Référentiel I.F.R.S. ACTIF <i>(en milliers d'euros)</i>	Montant net au 31.12.2009	Montant net au 31.12.2008
Ecarts d'acquisition <i>Note 4</i>	894	834
Immobilisations incorporelles <i>Note 4</i>	5 186	6 742
Immobilisations corporelles <i>Note 4</i>	91 714	93 767
Actifs financiers non courants * <i>Note 7</i>	1 375	1 351
Participations dans des entreprises associées <i>Note 5</i>	7 876	6 962
TOTAL ACTIF NON COURANT (I)	107 045	109 656
Stocks et en-cours <i>Note 8</i>	26 444	40 495
Créances clients et comptes rattachés <i>Note 9</i>	30 480	38 596
Autres débiteurs <i>Note 10</i>	5 842	8 068
Créance d'impôt exigible <i>Note 16</i>	1 110	2 002
Actifs financiers courants <i>Note 7</i>	114	381
Trésorerie et équivalents de trésorerie <i>Note 11</i>	23 574	20 311
TOTAL ACTIF COURANT (II)	87 564	109 853
TOTAL GENERAL (I + II)	194 609	219 509

Référentiel I.F.R.S. PASSIF <i>(en milliers d'euros)</i>	Montant net au 31.12.2009	Montant net au 31.12.2008
Capitaux propres attribuables à la société consolidante	120 351	123 461
Intérêts minoritaires	33	32
TOTAL DE L'ENSEMBLE DES CAPITAUX PROPRES (I)	120 384	123 493
Provisions non courantes * <i>Note 13</i>	3 427	4 197
Passifs financiers non courants <i>Note 15</i>	8 893	10 947
Passif d'impôt différé <i>Note 16</i>	10 452	11 557
TOTAL PASSIF NON COURANT (II)	22 772	26 701
Dettes fournisseurs d'exploitation	13 577	24 826
Dettes fournisseurs d'immobilisations	1 109	2 886
Provisions courantes <i>Note 13</i>	1 907	3 171
Autres créditeurs <i>Note 12</i>	17 110	18 455
Passif d'impôt exigible <i>Note 16</i>	68	58
Passifs financiers courants <i>Note 15</i>	17 682	19 919
TOTAL PASSIF COURANT (III)	51 453	69 315
TOTAL DETTES (II+III)	74 225	96 016
TOTAL GENERAL (I + II + III)	194 609	219 509

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.

* Le reclassement de fonds servant à la couverture d'indemnités de fin de carrière est expliqué en note 2D.

Résultat consolidé 2009

Référentiel I.F.R.S. COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)		Exercice 2009	Exercice 2008
Chiffre d'affaires	Note 20	160 620	201 271
Autres produits de l'activité courante	Note 17	(3 085)	3 768
Produits de l'activité courante	Note 17	157 535	205 039
Charges opérationnelles courantes	Note 18	156 489	197 470
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	Note 20	1 046	7 569
Autres produits et charges opérationnels		(3 052)	(2 473)
RESULTAT OPERATIONNEL	Note 20	(2 006)	5 096
Coût de l'endettement financier net		(710)	(925)
Résultat des autres produits et charges financiers		(96)	(26)
RESULTAT FINANCIER	Note 19	(806)	(951)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS DES ENTREPRISES INTEGREES	Note 20	(2 812)	4 145
(Charge) / produit d'impôt	Note 16	920	(1 035)
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES		(1 892)	3 110
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	Note 5	164	1 240
Résultat des activités abandonnées		-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	Note 20	(1 728)	4 350
PART REVENANT AUX INTERETS MINORITAIRES		1	3
RESULTAT REVENANT A L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE		(1 729)	4 347
RESULTAT PAR ACTION (= RESULTAT DILUE PAR ACTION)		(1,81 €)	4,54 €

Le résultat par action se calcule en divisant le résultat net distribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires achetées par le Groupe ou détenues comme actions propres. Il n'y a pas d'actions potentielles dilutives.

Le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat par action est de 957 543 (cf. Note n° 3 - Capital social) pour les exercices 2008 et 2009.

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Résultat global 2009

Référentiel I.F.R.S.			Exercice	Exercice
(en milliers d'euros)			2009	2008
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE			(1 728)	4 350
Autres éléments de résultat :	Montant brut	Impôt produit / (charge)		
Ecarts de conversion	723	-	723	(1 587)
Variations de juste valeur sur les instruments financiers	(283)	97	(186)	115
Autres éléments de résultat nets d'impôt			537	(1 472)
RESULTAT GLOBAL			(1 191)	2 878

Tableau de variation des capitaux propres et intérêts minoritaires

(en milliers d'euros)	Capital (cf Note 3)	Ecarts de réévaluation	Réserves consolidées	Capitaux propres Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
SITUATION AU 31.12.2007	33 514	959	88 218	122 691	31	122 722
Distributions (2,20 € par action de 35 €)	-	-	(2 107)	(2 107)	-	(2 107)
Résultat global 2008	-	(94)	2 971	2 877	1	2 878
SITUATION AU 31.12.2008	33 514	865	89 082	123 461	32	123 493
Distributions (2,00 € par action de 35 €)	-	-	(1 918)	(1 918)	-	(1 918)
Résultat global 2009	-	23	(1 215)	(1 192)	1	(1 191)
SITUATION AU 31.12.2009	33 514	888	85 949	120 351	33	120 384

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableaux de flux de trésorerie consolidés 2009

FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)

	2009	2008
OPERATIONS D'ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	(1 892)	3 110
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	10 000	12 337
- Actualisation des actifs et passifs financiers	3	(66)
- Variation des impôts différés	(1 026)	209
- Moins-Values de cession, nettes d'impôt	344	233
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	7 429	15 823
Dividendes reçus des Sociétés mises en équivalence	-	204
- Variation des stocks	14 029	(32)
- Variation des créances clients	8 025	7 550
- Variation des autres créances opérationnelles	3 113	(3 321)
- Variation des dettes fournisseurs	(11 173)	(3 766)
- Variation des autres dettes opérationnelles	(1 343)	(442)
Variation du besoin en fonds de roulement	12 651	(11)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	20 080	16 016
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(9 164)	(14 303)
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations financières	(119)	(33)
Total	(9 283)	(14 336)
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	357	934
- Cessions et diminutions d'immobilisations financières	147	73
Total	504	1 007
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	(1 777)	(191)
Incidence des variations de périmètre	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(10 556)	(13 520)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
- Dividendes attribués aux actionnaires de la Société Mère	(1 918)	(2 107)
- Autres variations	(283)	174
Total	(2 201)	(1 933)
- Mise en place des emprunts et dettes financières	1 507	1 040
- Remboursements des emprunts et dettes financières	(5 063)	(8 175)
Variation des emprunts et dettes financières	(3 556)	(7 135)
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	212	(166)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(5 545)	(9 234)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	3 979	(6 738)
Trésorerie à l'ouverture	9 369	16 488
Trésorerie à la clôture	13 367	9 369
Profits / (pertes) de change sur la trésorerie	(19)	381
	3 979	(6 738)

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Annexe
des Comptes Consolidés
au 31 décembre 2009**

1.2. Commentaires sur le périmètre de consolidation et les conditions de contrôle

- La société PCM (Suzhou) Co. Ltd. a été créée le 22 janvier 2009 Elle est détenue à 100% par la société PCM.
- La société EPS PCM Group Venezuela C.A., créée le 14 mai 2008, a été dissoute au cours du second semestre 2009.
- Aucun autre changement de périmètre de consolidation n'est intervenu en 2009.
- Les sociétés du Groupe clôturent au 31 décembre sauf la filiale Kudu qui a clôturé le 25 décembre 2009.
- Il n'y a pas, à notre connaissance, de restrictions significatives s'imposant aux filiales pour transférer des fonds à la Mère, Gévelot S.A., sous forme de dividendes en numéraire ou de remboursements de prêts ou d'avances.

1.3. Taux de conversion des comptes établis en devises étrangères

Les postes de bilan des sociétés ont été convertis aux taux de clôture du 31 décembre 2009 et les comptes de charges et de produits aux taux moyens, selon les parités suivantes :

Devises	Taux de clôture	Taux moyens
1 dollar des Etats-Unis	0,6942 €	0,7177 €
1 livre sterling	1,1260 €	1,1222 €
1 yuan renminbi chinois	0,1017 €	0,1051 €
1 bolivar fuerte	0,3230 €	0,3334 €
1 dollar canadien	0,6610 €	0,6308 €
1 dollar de Singapour	0,4952 €	0,4943 €

Note n° 2 : Règles et Méthodes Comptables

Faits significatifs de l'exercice

A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les Etats Financiers consolidés du Groupe Gévelot sont établis conformément aux principes et normes internationales d'évaluation et de présentation de l'information financière IFRS¹ (International Financial Reporting Standards), tels qu'adoptés par l'Union Européenne.

Les Etats financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, l'Euro étant la monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Hormis les changements mentionnés ci-après en note 2.D, les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Au 31 décembre 2009, les nouveaux textes d'application obligatoire dans l'Union européenne et appliqués pour la première fois par le Groupe sont les suivants :

- IAS 23 révisée : Coûts d'emprunt
- IAS 1 révisée : Présentation des états financiers – résultat global
- IFRS 8 sur la présentation des secteurs opérationnels
- IFRIC 14 / IAS 19 : Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction
- Amendement IFRS 7 : Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers. Cet amendement requiert plus d'information :
 - sur les échéances de flux de trésorerie contractuels relatives aux passifs financiers,
 - sur le caractère observable ou non des données sous-jacentes à l'évaluation des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB et adoptées par l'Union Européenne avec une entrée en vigueur au 1er janvier 2009 n'ont pas eu d'incidence significative pour Gévelot à l'exception de la norme IAS 1 révisée.

Nouveaux textes non appliqués par anticipation et qui seront applicables au groupe à compter du 1er janvier 2010

- IFRS 3 révisée - Regroupement d'entreprises
- IAS 27 révisée – Comptes individuels et comptes consolidés
- Amendement 2008 de la norme IAS 39 – Expositions éligibles à la comptabilité de couverture

Le Groupe n'a appliqué aucun amendement et aucune norme ou interprétation par anticipation.

Nouvelle réglementation fiscale en France, applicable au 1er janvier 2010.

La Loi de finances pour 2010 votée en décembre 2009, introduit une Contribution Economique Territoriale (CET) en remplacement de la Taxe Professionnelle (TP). La CET comprend deux composantes : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). La CFE est assise sur la valeur locative des biens passibles de taxe foncière. La CVAE est égale à 1,5% de la valeur ajoutée. La CET est plafonnée à 3% de la valeur ajoutée. Dès lors que la valeur ajoutée dégagée par les activités françaises du Groupe est beaucoup plus importante que le résultat imposable de ces mêmes activités la qualification donnée à la CET par le Groupe est celle d'une charge opérationnelle plutôt que d'un impôt sur le résultat. En conséquence, la CET due à partir de 2010 sera classée en résultat opérationnel tout comme la taxe professionnelle l'était jusqu'en 2009.

Pour l'établissement de son bilan d'ouverture au 1er janvier 2004, le Groupe s'est conformé aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première adoption du référentiel IFRS » qui traite de la première adoption des normes internationales et des exceptions au principe d'application rétrospective de l'ensemble des normes IFRS.

A cette date, le Groupe Gévelot a retenu les options suivantes quant au retraitement rétrospectif des actifs et des passifs selon les normes IFRS :

- les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004 n'ont pas fait l'objet de retraitements rétrospectifs ;
- les écarts actuariels sur engagements de retraite ont été constatés en contrepartie des capitaux propres pour leur montant cumulé au 1er janvier 2004 ;
- le montant cumulé des écarts de conversion au 1er janvier 2004 est remis à zéro en contrepartie des réserves consolidées, le montant des capitaux propres d'ouverture restant inchangé. Il ne sera en conséquence pas tenu compte, dans les résultats de cession futurs d'entités consolidées ou associées, des écarts de conversion antérieurs à la date de transition aux IFRS ;
- la juste valeur des actifs au 1er janvier 2004 a été retenue comme coût présumé. La réévaluation en découlant a été portée en capitaux propres

Présentation des comptes consolidés :

Le Bilan est présenté sous la forme courant / non courant. Sont considérés comme courants, les actifs et passifs directement liés au cycle d'exploitation, d'une durée de douze mois. Les actifs et passifs financiers sont par nature classés en non courants à l'exception de leur quote-part à moins d'un an classée en courant.

Le Compte de résultat consolidé est présenté par nature en Charges et Produits

¹ Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission)

2.1. Principes Comptables spécifiques à la Consolidation

2.1.1 Périmètre de consolidation

Les Etats financiers consolidés comprennent par intégration globale les comptes de Gévelot SA et des filiales sur lesquelles elle exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif. La date de prise ou de cessation de contrôle détermine l'entrée ou la sortie du périmètre d'intégration globale.

Les Sociétés dans lesquelles Gévelot SA ne détient pas le contrôle exclusif sont mises en équivalence dans les cas où une influence notable est exercée ou sont consolidées par Intégration Proportionnelle dans le cas de sociétés sous contrôle conjoint.

2.1.2 Conversion des comptes exprimés en devises

Les Etats Financiers des Filiales étrangères sont convertis en euros de la manière suivante :

- les postes du Bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice,
- les postes du Compte de Résultat sont convertis au taux moyen,
- les flux de trésorerie sont convertis au taux moyen.

Les écarts de conversion inclus dans les Capitaux Propres consolidés résultent donc :

- de la variation entre les cours de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours sur les Capitaux Propres d'ouverture,
- de la différence entre le taux de change moyen et le taux de change à la clôture, sur le résultat de la période et sur les autres variations des Capitaux Propres.

2.1.3 Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les Actifs et Passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture, les différences de change qui en résultent étant comptabilisées au Compte de Résultat en produit ou en perte de change. Les Actifs et Passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Nota : les cours retenus sont indiqués en Note 1.

2.2 Principes Comptables spécifiques au Bilan

2.2.1 Regroupement d'Entreprises

Les Regroupements d'Entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition conformément à la Norme IFRS 3.

A la date d'acquisition, le Goodwill est évalué comme étant l'excédent du coût du Regroupement d'Entreprise sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la Juste Valeur nette des Actifs identifiables, Passifs, et Passifs éventuels acquis.

Les Goodwill ne sont pas amortis. Ils font l'objet de Test de dépréciation chaque année ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils se sont dépréciés.

Toute dépréciation constatée est irréversible.

Les modalités des Tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe "Dépréciation des Actifs" dans la Note 2.2.4.

2.2.2 Immobilisations incorporelles

Les Immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au Bilan à leur Coût historique. Elles sont amorties de façon linéaire sur leur durée d'utilité.

Les Actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont enregistrés au Bilan à leur Juste Valeur à la date d'acquisition.

Les frais de recherche sont inscrits en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus de même que les coûts de développement non activés qui ne remplissent pas les critères de capitalisation selon IAS 38.

Dans le secteur Extrusion, des études sont engagées en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ces coûts sont comptabilisés en immobilisations incorporelles à hauteur du montant non financé.

Ainsi, pour les frais de développement, leur inscription à l'Actif est obligatoire (IAS 38) dès que l'Entreprise peut démontrer :

- que le projet est nettement identifié et les coûts de l'Actif ainsi immobilisé peuvent être individualisés et suivis de façon fiable, son intention et sa capacité technique et financière de mener le projet de développement à son terme,
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses engagées iront à l'Entreprise.

Les Immobilisations incorporelles, font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée d'utilisation prévue pour chaque catégorie de biens.

Durées d'utilité :

Frais de développement : durée de vie des projets sous-jacents, comprise généralement entre 3 et 15 ans.

Logiciels : durée d'utilisation des logiciels, entre 2 et 15 ans.

Autres (brevets,...) : sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder 20 ans.

Les modalités des Tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe "Dépréciation des Actifs immobilisés" dans la Note 2.2.4.

2.2.3 Immobilisations corporelles

Les Immobilisations corporelles, principalement composées de Terrains, Constructions, Installations Techniques et Matériels de production, sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles Pertes de Valeur, conformément à la Norme IAS 16.

Le Groupe Gévelot a opté pour la méthode de la réévaluation périodique de ses Terrains et Constructions à vocation Administrative ou Commerciale et situés sur un marché suffisamment actif, avec amortissement des constructions sur la durée d'utilité et réévaluation périodique de la Valeur nette par rapport à une Valeur de Marché estimée par des Evaluateurs professionnels qualifiés. Ces évaluations ont lieu tous les trois ans sauf si, avant expiration de ce délai, une fluctuation de la juste valeur des actifs concernés nécessite une nouvelle expertise.

Pour ses autres immobilisations corporelles, notamment les terrains et constructions à vocation Industrielle, le Groupe a décidé de ne plus pratiquer de réévaluation périodique au regard de la difficulté d'estimer ces biens sans tenir compte de leur activité. Leur valeur brute correspond à leur coût d'acquisition (ou à la dernière valeur réévaluée en date du 31 décembre 2007) diminué des amortissements cumulés et ne fait plus l'objet d'aucune réévaluation à compter du 1^{er} janvier 2008.

Dans le secteur Extrusion, des outillages spécifiques sont achetés ou fabriqués en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ces coûts sont comptabilisés en immobilisations corporelles à hauteur du montant non financé.

Prix de revient des Immobilisations

Les frais d'acquisition directement attribuables des Immobilisations sont incorporés au coût d'acquisition de ces Immobilisations pour leur montant brut d'impôts.

Selon le traitement de référence d'IAS 23, antérieur à l'application effective de sa révision, les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Location-financement

Les Biens dont le Groupe a la disposition par contrat de location-financement, sont traités dans le Bilan et le Compte de Résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt lorsque le contrat a pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces Biens. En

conséquence, les postes d'Immobilisations corporelles ont reçu les montants financés à l'origine par le bailleur, en contrepartie d'un "emprunt" inscrit au Passif.

Les annuités de loyer sont éliminées et remplacées :

- par une dotation aux amortissements correspondant aux Immobilisations concernées,
- par une charge financière relative à l'emprunt.

Les Biens en contrat de location financement sont amortis de façon linéaire sur leur durée de vie utile estimée de manière similaire aux autres Immobilisations de même nature ou sur la durée du contrat si celle-ci est inférieure et si la Société n'a pas la certitude d'en devenir propriétaire à l'échéance.

Amortissements

Les Amortissements sont calculés linéairement au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes qui constituent ces Immobilisations et correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

- Terrains : non amortissables,
- Constructions (gros œuvre, aménagements, ravalements, étanchéité) : 10 à 40 ans,
- Installations Techniques, Matériels et Outillages industriels : 3 à 40 ans, sauf exceptions,
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs comptabilisés à leurs coûts historiques sont revues à chaque clôture. Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « autres produits et charges opérationnels ».

2.2.4 Dépréciation des Actifs immobilisés

En application de la Norme IAS 36, le Groupe s'assure que la Valeur Nette Comptable de ses Actifs immobilisés n'excède pas leur Valeur recouvrable, c'est-à-dire le montant qui sera recouvré par leur utilisation ou leur vente.

En dehors des Goodwill qui font l'objet de Test de dépréciations annuels systématiques, la Valeur recouvrable d'un Actif est estimée chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

La Valeur recouvrable d'un Actif est la Valeur la plus élevée entre son prix de vente net et sa Valeur d'utilité.

Le prix de vente net est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un Actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La Valeur d'utilité est la Valeur actualisée des Flux de Trésorerie futurs attendus de l'utilisation continue d'un Actif estimée sur la base des plans ou budgets établis sur 3 ans maximum. Au-delà les Flux sont extrapolés à l'infini par application d'un taux de croissance constant ou décroissant.

Les Tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Le Groupe a défini ses Unités Génératrices de Trésorerie comme suit :

- Extrusion : chaque Société et chaque unité de production ont été considérées comme une UGT indépendante. Les Actifs de support communs à une Société ont été répartis proportionnellement sur les Unités de production de cette Société.
- Pompes : chaque Société a été considérée comme une UGT indépendante.
- Mécanique : chaque Société a été considérée comme une UGT indépendante

Pour chaque activité, un taux d'actualisation spécifique a été déterminé (voir note N°4)

Ces taux d'actualisation correspondent aux taux du rendement de placements sans risques, corrigés d'une prime de risque du marché "Actions", et de risques spécifiques liés à l'activité.

Une Perte de valeur est comptabilisée dès que la Valeur comptable de l'Actif ou de l'UGT à laquelle il appartient excède sa Valeur recouvrable.

2.2.5 Actifs financiers

Les Actifs financiers sont essentiellement constitués de Prêts et de Créances.

Ils se composent essentiellement de dépôts de garantie et de prêts accordés dans le cadre des Aides à la Construction.

Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et Créances à long terme non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont, lorsque les sommes sont significatives, actualisés.

Les dépréciations éventuelles sont enregistrées en résultat.

Les Actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste Valeur du prix payé augmenté des coûts d'acquisition.

Clients et autres Créances d'exploitation

Les créances sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti avec la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation.

Les Créances Clients sont maintenues à l'Actif du Bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés ne sont pas transférés à un Tiers.

Des provisions pour dépréciations sont constituées si des risques de non-paiement spécifiques apparaissent sur des créances détenues par les sociétés du Groupe.

Par ailleurs, les créances anciennes non réglées peuvent faire l'objet de dépréciations portant sur toute ou partie de la créance.

Les dépréciations (ou reprises de dépréciations) sont enregistrées dans les postes de produits et charges opérationnelles courantes.

2.2.6 Stocks et travaux en cours

Selon la Norme IAS 2 "Stocks", le coût des stocks doit comprendre l'ensemble des coûts d'acquisition, coûts de transformation et autres coûts encourus pour mettre les stocks à disposition ; les rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer le coût d'acquisition.

Les stocks sont évalués selon la méthode du prix ou du coût moyen pondéré.

Les stocks sont valorisés au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation.

La Valeur nette de réalisation est égale au prix de vente estimé net des coûts restant à encourir pour l'achèvement des produits et la réalisation de la vente.

Les stocks ne comprennent pas de coût d'emprunt.

Les matières premières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués suivant les méthodes ci-après, selon les Sites : dernier prix d'achat connu, coût unitaire moyen pondéré.

Les produits fabriqués (en-cours et produits finis) sont valorisés à leur coût de production comprenant :

- Le coût des matières consommées,
- Les charges directes de production,
- Les charges indirectes de production dans la mesure où elles peuvent être raisonnablement rattachées à la production du bien.

Dans le cas où la Valeur nette de réalisation devient inférieure à la Valeur comptable une provision est constituée pour le montant de la différence.

Dans le Secteur Extrusion des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces dans le cadre spécifique d'une commande reçue d'un Client.

Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks de travaux en cours à hauteur du montant financé.

2.2.7 Trésorerie et équivalents de Trésorerie

La Trésorerie et les équivalents de Trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (moins de trois mois), liquides et sans risque de perte de valeur.

Les supports utilisés, auprès de grandes institutions financières, sont constitués, soit de certificats de dépôt, soit de titres d'OPCVM de type monétaire sans risques spécifiques identifiés.

2.2.8 Capitaux Propres

Le Groupe vise à maintenir une bonne rentabilité de son capital tout en conservant une sécurité dans ses choix de gestion. La société consolidante n'a pas mis en œuvre de délégation intéressant les instruments de capitaux propres. Le Groupe n'est pas soumis à des contraintes externes particulières concernant le capital des entités qui le compose.

2.2.9 Provisions

Engagements de retraite et assimilés

Sur la base des Législations et Pratiques nationales, il existe dans le Groupe différents Régimes de retraite au bénéfice de certains Salariés.

Les Régimes de retraite, les indemnités assimilées et autres avantages sociaux qui sont analysés comme des Régimes à Prestations Définies (Régime dans lequel le Groupe s'engage à garantir un montant ou un niveau de prestation définie), sont comptabilisés au Bilan sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture selon la méthode des unités de crédit projetées, diminuée de la juste Valeur des Actifs du Régime y afférent qui leur sont dédiés ajustés des écarts actuariels et des coûts des services passés non comptabilisés. Les cotisations versées au titre des Régimes qui sont analysés comme des Régimes à Cotisations Définies, c'est-à-dire lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

En France, le Groupe a pris des engagements vis-à-vis de ses Salariés en matière de retraite. La provision figurant dans les Comptes Consolidés est évaluée conformément à IAS 19 et prend en compte les charges sociales y afférentes.

En application des Règles locales, la Filiale allemande Dold fait face aux engagements sociaux qu'elle assume vis-à-vis de ses Salariés dans le cadre de Contrats conclus avec des Sociétés d'assurance.

Les écarts actuariels proviennent des distorsions entre les hypothèses utilisées et la réalité ou la modification des hypothèses de calcul des engagements et des Actifs affectés à leur couverture :

- taux de rotation des personnels
- taux d'augmentation des salaires
- taux d'actualisation
- taux de mortalité
- taux de rendement des Actifs

Le montant de la variation des écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi qui excèdent 10% de la valeur la plus élevée entre le montant de l'engagement et la Valeur de marché des Actifs de couverture, est comptabilisé en résultat en application du principe du corridor. Ces gains ou pertes sont reconnus sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des Membres du Personnel bénéficiant de ces Régimes.

Autres engagements sociaux

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles nationales du travail ou dans le cadre d'Accord d'Entreprise propre, font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les Salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe sans contrepartie au moins équivalente.

Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique. Les Passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas sous le contrôle de l'Entité ou à des obligations actuelles pour lesquelles une sortie de ressources n'est pas probable.

Les Autres provisions non courantes font l'objet d'une actualisation si l'effet est significatif.

2.2.10 Passifs financiers

Les emprunts sont comptabilisés au coût amorti, sauf dans le cadre de la comptabilité de couverture (ci-après Instruments dérivés et comptabilité de couverture)

Les frais et primes d'émission et les primes de remboursement sont présentés en diminution des emprunts et sont pris en compte dans la détermination du taux d'intérêt effectif.

Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Tous les instruments dérivés (swaps) sont comptabilisés au Bilan à leur Juste Valeur et toute variation de leur juste Valeur est comptabilisée en résultat.

Le Groupe utilise la possibilité offerte par la Norme IAS 39 d'appliquer la comptabilité de couverture :

- en cas de couverture de Juste Valeur (emprunt à taux fixe swappé à taux variable par exemple), la dette est comptabilisée pour sa Juste Valeur à hauteur du risque couvert et toute variation de Juste Valeur est inscrite en résultat. La variation de la Juste Valeur du dérivé est également inscrite en résultat. Si la couverture est totalement efficace, les deux effets se neutralisent parfaitement.
- en cas de couverture de Flux de Trésorerie (emprunt à taux variable swappé à taux fixe par exemple), la variation de la Juste Valeur du dérivé est inscrite en Capitaux Propres pour la partie efficace avec reprise en résultat symétriquement à la comptabilisation des Flux couverts, et en résultat pour la partie inefficace.

La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à un cours coté sur un marché actif lorsqu'il existe ou à un cours de marché. A défaut, elle est calculée par un expert indépendant. La juste valeur des dérivés est obtenue auprès des contreparties bancaires.

La juste valeur des actifs et passifs financiers courants est assimilable à leur juste valeur au bilan compte tenue de leur échéance à court terme.

2.2.11 Impôts Différés

Conformément à la Norme IAS 12 « Impôts sur les résultats », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les Valeurs comptables des Actifs et des Passifs et leurs Valeurs fiscales en appliquant les taux d'impôts et les règles fiscales en vigueur à cette date ou qui seront applicables lorsque la différence temporaire se résorbera.

Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires ne sont reconnus que lorsque leur réalisation est probable.

Au 31 Décembre 2009, les Actifs d'impôt différés ont été maintenus dans les comptes, leur récupération ayant été jugée probable.

Les Actifs et Passifs d'impôts différés, quelque soit leur échéance, ont été compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale si l'entité a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Conformément à la Norme IAS 12, les Actifs et Passifs d'impôt différés ne sont pas actualisés.

2.3 Principes Comptables spécifiques au Compte de Résultat

2.3.1 Produits des activités ordinaires

Conformément à la Norme IAS 18 "Produits des activités ordinaires" les ventes de biens, diminuées des escomptes consentis, sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de transfert de la propriété qui transfère à l'acquéreur les risques et les avantages économiques du bien. En général ce transfert a lieu lors de la livraison du bien.

Dans le secteur Extrusion, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont achetés ou fabriqués en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ce financement entre dans le périmètre des « Produits des activités ordinaires » définis par la norme IAS 18. Le produit est constaté en chiffre d'affaires au rythme des étapes techniques validées par le client.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont comptabilisés dans les « Autres produits de l'activité courante ».

2.3.2. Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel

La Norme IAS 1 prévoit de faire figurer un nombre minimum de rubriques :

- Résultat opérationnel,
- Charges financières,
- Quote-part de résultat dans les Sociétés mises en équivalence,

- Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession,
- Charges d'impôt,
- Profit ou perte (ventilé entre part du Groupe et Minoritaires).

Par conséquent le Résultat Opérationnel peut être défini par la différence entre l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des Sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Par option, le Groupe Gévelot a choisi de présenter un Résultat Opérationnel Courant défini comme la différence entre le Résultat Opérationnel total tel que vu précédemment et les "Autres Produits et Charges Opérationnels" qui représentent les événements inhabituels et peu fréquents. Ils sont définis de manière très limitative mais ne peuvent pas être qualifiés d'exceptionnels ou d'extraordinaires. Ils représentent pour l'essentiel le résultat des opérations de cession d'immobilisations, les charges de restructuration ainsi que le coût des litiges sociaux.

Le Résultat Opérationnel Courant est un solde de gestion qui doit permettre de faciliter la compréhension de la performance de l'Entreprise.

2.3.3 Charges financières

2.3.3.1 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période (Emprunts et placements bancaires, résultats des opérations sur Valeurs Mobilières de Placement)

2.3.3.2 Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges correspondent essentiellement aux résultats des opérations de couverture de taux et de change.

2.4 Information Sectorielle

En application de la Norme IFRS 8, l'information sectorielle est présentée par secteurs d'activité définis selon les systèmes internes d'organisation et sur la structure de gestion du Groupe.

Les secteurs d'activité du Groupe Gévelot ont été définis comme suit :

- Holding
- Extrusion à froid & Usinage
- Pompes / Technologies des Fluides
- Mécanique / Equipement moteurs et Gaz

B. FAITS SIGNIFICATIFS

Néant

C. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DETERMINANTS

Les estimations et les jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances.

Estimations et hypothèses comptables déterminantes

Le Groupe procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement. Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante sont analysées ci-après.

a) Dépréciation estimée des Goodwill

Le Groupe soumet les Goodwill à un test annuel de dépréciation, conformément à la méthode comptable exposée dans la Note 2.2.4. Les flux futurs de Trésorerie tels qu'issus des budgets servent au calcul de la valeur recouvrable des Unités Génératrices de trésorerie. Ces calculs nécessitent de recourir à des estimations.

Les impacts de variation des taux d'actualisation et de variation des flux futurs sont malgré tout non significatifs au regard des Goodwill estimés.

b) Dépréciation des Actifs immobilisés de Production.

La Valeur recouvrable d'un Actif est estimée chaque fois qu'il existe un indice montrant que cet Actif a pu perdre de sa valeur comme indiqué dans la Note 2.2.4. Les calculs permettant d'établir la valeur recouvrable ou la valeur d'utilité d'un Actif utilisent des prévisions basées sur des budgets établis sur 3 ans et des flux extrapolés par application de taux de croissance au-delà. Ces flux sont ensuite actualisés selon des taux spécifiques à chaque activité.

c) Les terrains et bâtiments à usage Administratif ou Commercial sont réévalués périodiquement par des experts indépendants. Entre chaque expertise, le Groupe vérifie l'absence d'indices laissant envisager des pertes de valeurs.

D. Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés

L'analyse des règles de présentation des plans de retraite a conduit le Groupe à reclasser les fonds de Pension de la filiale allemande Dold en actifs financiers non courants. Les engagements de Fin de Carrière calculés par l'actuaire ne font donc plus l'objet d'une compensation pour le calcul de la Provision, portée pour sa valeur brute au passif du Bilan (note 14). Le Bilan de l'exercice se terminant le 31 décembre 2008 a été modifié en conséquence pour permettre la comparabilité des exercices. De ce fait, 780 K€ ont été reclassés des provisions non courantes en actifs financiers non courants.

Il n'y a pas eu d'autre modification dans la présentation des comptes.

E. Evénements postérieurs à la clôture du Bilan

Les premiers mois de l'année 2010 confirment une reprise de l'activité, reprise qui pourrait s'atténuer durant le second semestre 2010, particulièrement pour les secteurs Extrusion et Mécanique. Pour ces secteurs l'année 2010 s'annonce donc comme une année de transition nécessitant de poursuivre les efforts d'abaissement du point mort afin de rétablir la rentabilité opérationnelle.

Note n° 3 : Capital social

(en euros)	Ordinaires	Autodétenues	31.12.2008	Annulées	Modification nominal par incorporation réserves	31.12.2009
Actions ordinaires						
Nombre	957 543	-	957 543	-	-	957 543
Valeur nominale	35	-	35	-	-	35
Total	33 514 005	-	33 514 005	-	-	33 514 005

Composition du Capital Social :

Au 31 décembre 2009, le Capital Social autorisé s'élève à 33 514 milliers d'euros. Il est composé de 957 543 actions ordinaires de 35 euros chacune de nominal, émises et entièrement libérées.

Le nombre et la valeur nominale des actions n'ont pas varié au cours de l'exercice.

Le Groupe n'a pas de plans d'option (achat et/ou souscription) d'actions en vertu desquels des options de souscription d'actions de la Société auraient été accordées à certains salariés et cadres dirigeants.

Note n° 4 : Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles

4.1. Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles

	31.12.2009				
	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	En cours	Immobilisations incorporelles
Valeur brute					
A l'ouverture de l'exercice	834	5 039	6 547	970	12 556
Acquisitions et augmentations	-	263	145	395	803
Sorties	-	(8)	(164)	(70)	(242)
Virement de poste à poste	-	483	322	(809)	(4)
Ecart de conversion	60	-	(1)	-	(1)
A la clôture de l'exercice	894	5 777	6 849	486	13 112
Amortissements et dépréciations					
A l'ouverture de l'exercice	-	(1 719)	(4 095)	-	(5 814)
Dotations	-	(899)	(422)	-	(1 321)
Dépréciations nettes	-	(47)	(905)	-	(952)
Sorties	-	4	157	-	161
Ecart de conversion	-	-	-	-	-
A la clôture de l'exercice	-	(2 661)	(5 265)	-	(7 926)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	834	3 320	2 452	970	6 742
Valeur nette à la clôture de l'exercice	894	3 116	1 584	486	5 186

	31.12.2008				
	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	En cours	Immobilisations incorporelles
Valeur brute					
A l'ouverture de l'exercice	1 083	3 740	6 388	746	10 874
Acquisitions et augmentations	-	497	117	1 198	1 812
Sorties	-	-	(57)	(69)	(126)
Virement de poste à poste	-	802	96	(905)	(7)
Ecart de conversion	(249)	-	3	-	3
A la clôture de l'exercice	834	5 039	6 547	970	12 556
Amortissements et dépréciations					
A l'ouverture de l'exercice	-	(865)	(3 554)	-	(4 419)
Dotations	-	(641)	(442)	-	(1 083)
Dépréciations nettes	-	(213)	(118)	-	(331)
Sorties	-	-	19	-	19
Ecart de conversion	-	-	-	-	-
A la clôture de l'exercice	-	(1 719)	(4 095)	-	(5 814)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	1 083	2 875	2 834	746	6 455
Valeur nette à la clôture de l'exercice	834	3 320	2 452	970	6 742

4.1. Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles (suite)

	31.12.2009						
	Terrains et constructions administratifs	Terrains et constructions industriels	Matériels et outillages industriels	Autres	En cours	Avances et acomptes	Total
Valeur brute							
A l'ouverture de l'exercice	9 348	26 882	172 984	10 999	5 225	312	225 750
Acquisitions et augmentations	-	1 093	4 320	542	2 209	197	8 361
Sorties	-	-	(2 332)	(742)	(44)	(35)	(3 153)
Virement de poste à poste	-	3 580	3 259	260	(6 814)	(281)	4
Ecart de conversion	78	(45)	(77)	15	-	-	(29)
A la clôture de l'exercice	9 426	31 510	178 154	11 074	576	193	230 933
Amortissements et dépréciations							
A l'ouverture de l'exercice	(552)	(2 664)	(121 042)	(7 725)	-	-	(131 983)
Dotations	(139)	(609)	(6 971)	(757)	-	-	(8 476)
Dépréciations nettes	-	(1 285)	-	-	-	-	(1 285)
Sorties	-	-	2 028	506	-	-	2 534
Ecart de conversion	(2)	2	4	(13)	-	-	(9)
A la clôture de l'exercice	(693)	(4 556)	(125 981)	(7 989)	-	-	(139 219)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	8 796	24 218	51 942	3 274	5 225	312	93 767
Valeur nette à la clôture de l'exercice	8 733	26 954	52 173	3 085	576	193	91 714

	31.12.2008						
	Terrains et constructions administratifs	Terrains et constructions industriels	Matériels et outillages industriels	Autres	En cours	Avances et acomptes	Total
Valeur brute							
A l'ouverture de l'exercice	8 313	25 068	173 884	10 718	2 614	496	221 093
Acquisitions et augmentations	1 232	441	2 322	668	7 218	610	12 491
Sorties	-	(48)	(6 411)	(545)	(546)	-	(7 550)
Virement de poste à poste	125	1 347	3 156	236	(4 063)	(794)	7
Ecart de conversion	(322)	74	33	(78)	2	-	(291)
A la clôture de l'exercice	9 348	26 882	172 984	10 999	5 225	312	225 750
Amortissements et dépréciations							
A l'ouverture de l'exercice	(415)	(2 137)	(118 988)	(7 390)	-	-	(128 930)
Dotations	(141)	(536)	(6 955)	(817)	-	-	(8 449)
Dépréciations nettes	-	-	(1 093)	(78)	-	-	(1 171)
Sorties	-	10	5 985	495	-	-	6 490
Ecart de conversion	4	(1)	9	65	-	-	77
A la clôture de l'exercice	(552)	(2 664)	(121 042)	(7 725)	-	-	(131 983)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	7 898	22 931	54 896	3 328	2 614	496	92 163
Valeur nette à la clôture de l'exercice	8 796	24 218	51 942	3 274	5 225	312	93 767

Le total des investissements incorporels et corporels s'est donc élevé à 9 164 M€.

Les acquisitions de l'exercice concernent principalement des investissements industriels de capacité et de production.

4.2. Suivi des biens en location-financement

Les biens en location-financement ont fait l'objet d'un retraitement et ont été portés dans les comptes d'actif correspondants comme s'ils avaient été acquis en pleine propriété. La dette correspondante est enregistrée au passif du bilan.

Au compte de résultat, les loyers contractuels sont éliminés et remplacés par des dotations aux amortissements et des frais financiers.

	31.12.2009			31.12.2008		
	Matériels et outillages industriels	Autres	Total	Matériels et outillages industriels	Autres	Total
Valeur brute						
A l'ouverture de l'exercice	12 468	523	12 991	11 935	413	12 348
Acquisitions et augmentations	506	284	790	533	110	643
Sorties	(52)	(205)	(257)	-	-	-
A la clôture de l'exercice	12 922	602	13 524	12 468	523	12 991
Amortissements et dépréciations						
A l'ouverture de l'exercice	(2 292)	(303)	(2 595)	(1 458)	(146)	(1 604)
Dotations	(864)	(169)	(1 033)	(834)	(157)	(991)
Dépréciations	-	-	-	-	-	-
Sorties	52	204	256	-	-	-
A la clôture de l'exercice	(3 104)	(268)	(3 372)	(2 292)	(303)	(2 595)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	10 176	220	10 396	10 477	267	10 744
Valeur nette à la clôture de l'exercice	9 818	334	10 152	10 176	220	10 396

4.3. Méthodologie de valorisation

Dépréciations

Conformément au principe énoncé dans la Note 2.2.4, le Groupe a procédé au 31 décembre 2009, pour les UGT présentant un ou plusieurs indices de perte de valeur ainsi que pour l'UGT intégrant un écart d'acquisition (filiale britannique de l'activité Pompes), à une comparaison entre la valeur nette comptable des actifs et leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés estimés à partir des plans d'activité et d'investissements à trois ans. Les taux de croissance retenus pour l'extrapolation à l'infini des prévisions de flux de trésorerie au-delà de trois ans sont de 2% pour la division Extrusion, 2% pour la division Pompes et 2% pour la division Mécanique.

Les taux d'actualisation appliqués sont de 8% pour Gévelot Extrusion France, 7,5% pour Dold en Allemagne, 11% pour la division Pompes et de 11% pour la division Mécanique (respectivement 8%, 7,5%, 12% et 11% pour les tests réalisés fin 2008) et correspondent au coût moyen du capital après impôt, compte tenu des taux de marché et des primes de risques spécifiques à chaque activité.

Les tests réalisés ont conduit à constater en 2009 une dépréciation de 1,3 M€ sur les actifs immobilisés de la filiale Gurtner (activité Mécanique) consécutive à la diminution de chiffre d'affaires subie récemment. Cette perte de valeur a été affectée aux Terrains et Bâtiments.

La sensibilité des calculs de valeur d'utilité aux variations des différentes hypothèses est indiquée dans le tableau ci-après:

Variation	Ecart de valeur entre Test et Comptabilité	Taux d'actualisation	Taux de Croissance à l'infini	Variation flux de Trésorerie
		+0,5%	-0,5%	-10%
Secteur Pompes				
PCM UK	+0,2 M€	-0,1 M€	-0,1 M€	-0,3 M€
Secteur Mécanique				
Gurtner	0	-0,3 M€	-0,3 M€	-0,7 M€
Secteur Extrusion				
Extrusion France	+17,4 M€	-5,7 M€	-4,8 M€	-6,8 M€
Dold	+13,6 M€	-3,2 M€	-2,8 M€	-4,0 M€
Total Secteur Extrusion	+31,0 M€	-8,9 M€	-7,6 M€	-10,8 M€

En l'absence d'indice de perte de valeur sur le Secteur Pompes, aucun test de valeur n'a été réalisé sur ce secteur excepté pour le test du Goodwill de PCM UK.

Une baisse du flux normatif terminal (hypothèse clé) de 25% sur Gévelot Extrusion et de 40% sur Dold conduirait à une absence de marge entre les valeurs d'utilité et les valeurs des actifs testés.

Concernant le Secteur Extrusion, l'augmentation des valeurs d'utilité par rapport à celles déterminées l'année dernière provient principalement d'une révision des flux normatifs retenus au-delà de la période explicite des prévisions à 3 ans. Cette révision fait suite notamment aux restructurations opérées en 2009 sur l'outil industriel.

Note n° 5 : Participations dans des entreprises associées

Les participations mises en équivalence concernent :

(en milliers d'euros)		31.12.2008	Résultats de l'exercice	Ecarts de conversion	31.12.2009
Kudu Industries Inc.	KEUR	6 001	73	754	6 828
Ensival Moret Asia Pte Ltd./ Ensival Moret Shanghai Co. Ltd.	(1) KEUR	961	91	(4)	1 048
Total		6 962	164	750	7 876

(1) y compris l'écart d'acquisition pour 474 K€ au 31 décembre 2009.

Les principales données financières relatives aux Sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

(en milliers de devises)		Total Bilan		Chiffres d'affaires		Capitaux propres		Résultat de l'exercice	
		31.12.2009	31.12.2008	31.12.2009	31.12.2008	31.12.2009	31.12.2008	31.12.2009	31.12.2008
Kudu Industries Inc.	KCAD	37 958	44 740	75 587	84 214	23 204	22 948	256	4 245
	En K€	25 090	26 321	47 680	54 008	15 338	13 500	161	2 722
Ensival Moret Asia Pte Ltd./ Ensival Moret Shanghai Co. Ltd.	KSGD	15 143	17 737	18 252	15 580	5 205	3 975	715	115
	En K€	7 499	8 851	9 022	7 504	2 578	1 984	353	55

Des contrats de distribution lient la Société PCM à sa filiale Kudu Industries Inc. concernant la fourniture de pompes.

Le chiffre d'affaires de Kudu Industries Inc. est constitué pour plus du quart de produits en provenance de PCM.

Ensival Moret Shanghai (E.M.S.), filiale de Ensival Moret Asia (E.M.A.), est liée à PCM par un accord commercial régissant :

- la production de pièces par E.M.S. pour PCM,
- l'importation par E.M.S. de produits PCM pour revente et/ou intégration pour des clients PCM.

Note n° 6 : Titres de participation non consolidés

Sociétés porteuses		Participations		Valeur des Titres détenus	Dépréciation
Gévelot S.A.	Techniques de Fixation (en cours de liquidation)	% Participation	22,72%	0	0
		Capitaux propres	NC		
		Résultat 2008	NC		

Note n° 7 : Actifs financiers

	2009	2008
Non courants		
Autres titres immobilisés	3	2
Prêts	476	431
Autres	896	918
Total actifs financiers non courants	1 375	1 351
Courants		
Prêts	114	169
Instruments dérivés	-	212
Total actifs financiers courants	114	381
Total des actifs financiers	1 489	1 732

Note n° 8 : Stocks et en-cours

	2009	2008
. Matières premières et autres approvisionnements	13 115	17 067
. En-cours de production	5 964	8 519
. Produits intermédiaires et finis	8 761	15 287
. Marchandises	2 006	2 706
Montant bruts	29 846	43 579
. Matières premières et autres approvisionnements	(1 985)	(1 638)
. En-cours de production	(419)	(448)
. Produits intermédiaires et finis	(947)	(946)
. Marchandises	(51)	(52)
Dépréciations	(3 402)	(3 084)
Total	26 444	40 495

Note n° 9 : Créances Clients et comptes rattachés

	2009	2008
Créances clients et comptes rattachés	31 778	40 165
Dépréciations	(1 298)	(1 569)
Total	30 480	38 596

Les conditions de couverture de risques de crédit sont mentionnées dans le Rapport du Président aux Actionnaires et le Rapport de Gestion.

Du fait de la domination par un faible nombre d'acteurs des marchés sur lesquels le groupe opère (dans le secteur de l'Automobile principalement), le Groupe réalise une part significative de son chiffre d'affaires consolidé avec des clients importants représentant individuellement plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé.

La part du chiffre d'affaires sectoriel réalisé avec ces clients importants représente 51,5% pour le secteur Extrusion.

Note n° 10 : Autres débiteurs

	2009	2008
Avances et acomptes versés sur commandes	376	902
Etats et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	3 808	4 785
Personnel	153	358
Fournisseurs débiteurs	228	466
Débiteurs divers	205	278
Charges constatées d'avance	1 072	1 279
Total	5 842	8 068

Note n° 11 : Trésorerie et équivalents de Trésorerie

	2009	2008
Liquidités	11 237	7 627
Certificats de dépôt et Comptes à terme	-	8 003
SICAV et Fonds communs de placement monétaires euro	12 337	4 681
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	23 574	20 311

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur et sont d'échéance à court terme.

Au sein du tableau consolidé des flux de Trésorerie, la Trésorerie et les découverts bancaires comprennent les éléments suivants :

	2009	2008
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	23 574	20 311
Découverts bancaires (Note 15)	(10 207)	(10 942)
Trésorerie nette à la clôture	13 367	9 369

Les découverts bancaires correspondent pour l'essentiel à la mobilisation de créances commerciales à court terme.

Note n° 12 : Autres créditeurs

	2009	2008
Avances et acomptes reçus sur commandes	501	970
Dettes fiscales hors impôts sur les sociétés, Personnel et Organismes Sociaux	13 800	14 556
Créditeurs divers	1 853	1 256
Produits constatés d'avance	956	1 673
Total	17 110	18 455

Note n° 13 : Provisions

	01.01.2009	Dotations	Reprises		31.12.2009		
			provision utilisée	provision non utilisée	Total	A moins d'un an	A plus d'un an
Provisions pour risques							
. Provisions pour litiges sociaux	771	115	(538)	(41)	307	12	295
. Autres provisions pour risques	5	-	-	-	5	5	-
Total	776	115	(538)	(41)	312	17	295
Provisions pour charges							
. Autres provisions pour charges	1 417	240	(334)	-	1 323 *	1 160	163
. Provisions pour restructuration	1 900	527	(1 697)	-	730	730	-
. Provisions pour retraites	3 007	384	(32)	(638)	2 721	-	2 721
. Provisions pour médailles du Travail	268	2	(22)	-	248	-	248
Total	6 592	1 153	(2 085)	(638)	5 022	1 890	3 132
Total provisions	7 368	1 268	(2 623)	(679)	5 334	1 907	3 427

* Les autres provisions pour charges comprennent :

- provisions pour charges liées à l'exploitation	516
- provisions pour charges de nature sociale	640
- provisions pour charges de nature commerciale	167
	<u>1 323</u>

Les provisions pour retraites sont détaillées en Note n° 14 "Avantages au Personnel".

Les provisions pour Restructuration correspondent à des indemnités pour cessation du contrat de Travail qui seront versées aux Salariés dans le cadre d'un plan détaillé et formalisé en 2009.

La reprise de provision pour retraites sans utilisation constatée en 2009 est liée pour l'essentiel (580 milliers d'euros - Note n° 14) aux réductions d'effectifs intervenues au cours de l'exercice et son effet en résultat est présenté en déduction de la charge de restructuration engendrée par ces décisions.

Note n° 14 : Avantages au Personnel

Indemnités de Fin de Carrière

	France	Allemagne	2009	2008
Provision au bilan				
Valeur actualisée des obligations couvertes	3 574	1 872	5 446	5 658
Juste valeur des actifs du régime	(3 803)	-	(3 803)	(3 909)
Sous-total	(229)	1 872	1 643	1 749
Gains/(Pertes) actuariels non comptabilisés	1 078	-	1 078	1 258
Provision comptabilisée au bilan	849	1 872	2 721	3 007
Valeur actualisée des obligations couvertes				
A l'ouverture de l'exercice	3 882	1 776	5 658	5 623
Coût des services rendus	196	117	313	323
Coût financier	210	11	221	229
Prestations payées	(256)	(32)	(288)	(334)
Réduction / liquidation du régime (*)	(442)	-	(442)	-
Ecart actuariel de la période	(16)	-	(16)	(183)
Valeur actualisée des obligations couvertes	3 574	1 872	5 446	5 658
Juste valeur des actifs du régime				
A l'ouverture de l'exercice	3 909	780	4 689	4 803
Rendement effectif	150	(41)	109	171
Cotisations	-	21	21	49
Prestations payées	(256)	(32)	(288)	(334)
Juste valeur des actifs du régime	3 803	728	4 531	4 689
Variation des provisions				
A l'ouverture de l'exercice	1 231	1 776	3 007	2 746
Charges / (produits) de l'exercice	(382)	96	(286)	291
Décassements	-	-	-	(30)
Variation des provisions	849	1 872	2 721	3 007
Charge totale comptabilisée en résultat				
Coût des services rendus	196	117	313	323
Coût financier	210	11	221	229
Prestations payées	-	(32)	(32)	(43)
Rendement effectif	(150)	-	(150)	(160)
Réduction / liquidation du régime (*)	(580)	-	(580)	-
Ecart actuariel comptabilisé (corridor)	(58)	-	(58)	(58)
Charge / (produit) comptabilisé(e) en résultat	(382)	96	(286)	291

Hypothèses actuarielles principales

- Taux d'actualisation	4,75%	4,50%
- Taux d'augmentation des salaires	2%	0%
- Age de départ à la retraite	61 ans (non cadres) 64 ans (cadres)	65 ans
- Taux de rendement attendu des actifs	4,00%	4,50%

Evolution de l'écart actuariel non comptabilisé

	PBO ^(**) projetée au 31/12/2009	PBO ^(**) réelle au 31/12/2009	Ecart actuariel 2009	Ecart actuariel 2008
Ecart actuariel de la période	3 590	3 574	16	183
Analyse des variations de l'écart actuariel non comptabilisé				
Stock des écarts actuariels en début de période			1 258K€	1 133K€
Réduction / liquidation du régime			-138K€	-
Amortissement de l'année			-58K€	-58K€
Ecart de l'année			16K€	183K€
Stock des écarts actuariels en fin de période			1 078K€	1 258K€

(*) : La réduction/liquidation du régime est la conséquence des restructurations.

(**) : Projected Benefit Obligation. Elle correspond à la valeur actuelle probable de l'engagement, avec projection des salaires relatifs aux droits acquis à la date du calcul.

Les évaluations des engagements de retraite sont réalisées par des actuaires indépendants.

Les médailles du travail versées par les sociétés du Groupe à leur personnel font l'objet d'une provision calculée par un actuaire indépendant (voir note n° 13).

En application d'IAS 19.104A, les actifs de Dold ont été comptabilisés en actifs distincts.

Note n° 15 : Passifs financiers

15.1. Passifs financiers

	2009	2008
Non courants		
Emprunts bancaires	7 866	10 494
Emprunts et dettes financières divers	1 027	453
Total passifs financiers non courants	8 893	10 947
Courants		
Emprunts bancaires	7 326	8 887
Emprunts et dettes financières divers	61	61
Instruments dérivés	88	29
Découverts bancaires	10 207	10 942
Total passifs financiers courants	17 682	19 919
Total des passifs financiers	26 575	30 866

Les découverts bancaires correspondent à la mobilisation de créances commerciales à court terme pour 7 497 K€ et au recours à des lignes de crédit à court terme pour 2 710 K€.

15.2. Variations des passifs financiers

	01.01.2009	Remboursements	Nouveaux emprunts	31.12.2009
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	19 410	(4 995)	865	15 280
Emprunts et dettes financières divers	514	(68)	642	1 088
Passifs financiers (hors découverts)	19 924	(5 063)	1 507	16 368
Découverts bancaires	10 942	(10 942)	10 207	10 207
Total	30 866	(16 005)	11 714	26 575

15.3. Ventilation des passifs financiers par échéance

	Total		A 1 an au plus		A plus d' 1 an et 5 ans au plus		A plus de 5 ans	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	15 280	19 410	7 414	8 916	7 585	10 466	281	28
Emprunts et dettes financières divers	1 088	514	61	61	927	230	100	223
Découverts bancaires	10 207	10 942	10 207	10 942	-	-	-	-
Total	26 575	30 866	17 682	19 919	8 512	10 696	381	251

Les emprunts auprès des établissements de crédit et les emprunts divers sont couverts par des sûretés réelles à hauteur de 1,4 M€ (voir note n° 26).

En application de conditions contractuelles, 1,9 M€ de dettes à moyen et long terme ont été classées en dettes à moins d'un an.

15.4. Suivi des passifs financiers liés à la location-financement

	Total		A 1 an au plus		A plus d' 1 an et 5 ans au plus		A plus de 5 ans	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Dettes et Crédits Bailleurs	8 042	9 063	2 039	2 077	5 722	6 958	281	28
Total	8 042	9 063	2 039	2 077	5 722	6 958	281	28

15.5. Ventilation des passifs financiers par principales devises

	Total		Euros		Dollars américains		Livres sterling	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit (dont loc-financement)	15 280	19 410	15 280	19 410	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	1 088	514	1 088	514	-	-	-	-
Découverts bancaires	10 207	10 942	10 191	10 938	16	4	-	-
Total	26 575	30 866	26 559	30 862	16	4	-	-

15.6. Ventilation des passifs financiers par nature de taux

	2009	2008
Taux variables couverts	2 050	2 897
Taux variables non couverts (*)	400	678
Taux fixes	5 855	7 286
Intérêts	21	-
Découverts	10 207	10 942
Location-financement	8 042	9 063
Total	26 575	30 866

(*) les emprunts à taux variables non couverts sont d'échéances échelonnées entre 2010 et 2011.

Les taux d'intérêt moyens pondérés sont Euribor 3M + 0,40 pour les emprunts à taux variables couverts et Euribor 3M + 0,60 pour les emprunts à taux variables non couverts.

Pour les emprunts à taux fixes, les taux d'intérêt se situent entre 4% et 5%.

Note n° 16 : Impôts

16.1. Impôts exigibles

	01.01.2009	Paiements	Acomptes	Charge exercice	31.12.2009
Actif	(2 002)	2 002	(1 110)	-	(1 110)
Passif	58	(41)	(55)	106	68
Total				106	

16.2. Impôts différés

	01.01.2009	Mouvements Résultat	Capitaux Propres	Divers (dont écart de conversion)	31.12.2009
Impôts différés actifs	(1 817)	(701)	(97)	-	(2 615)
Impôts différés passifs	13 374	(325)	-	18	13 067
Total	11 557	(1 026)	(97)	18	10 452

Les impôts différés actifs proviennent essentiellement des déficits fiscaux reportables, des provisions pour retraites et engagements assimilés et des décalages temporaires fiscaux.

Les impôts différés passifs émanent principalement des différentiels de valorisation et d'amortissement des actifs immobilisés, des retraitements des contrats de location-financement et des provisions réglementées.

16.3. Impôts sur les résultats

La ventilation des impôts au compte de résultat est la suivante :

	2009	2008
Impôts exigibles	106	826
Impôts différés *	(1 026)	209
Total	(920)	1 035

* La charge / Le produit d'impôt différé s'analyse comme suit :

- Produits sur dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	(234)	(222)
- Produits/charges sur dotations/reprises nettes aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(769)	(518)
- Charges sur reprises de provisions réglementées et divers taxes et impôts	445	677
- Autres produits et charges divers	182	150
- Déficit reportables	(707)	23
- Autres différences temporaires	57	99
Total charge / (produit) d'impôt différé	(1 026)	209

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée est le suivant :

	2009
Résultat courant avant impôt des entreprises intégrées	(2 812)
Charge / produit d'impôt théorique en France	451
Charge / produit d'impôt théorique en Allemagne	342
Charge / produit d'impôt théorique en Angleterre	(105)
Charge / produit d'impôt théorique en Italie	22
Charge / produit d'impôt théorique en Amérique	149
Charge / produit d'impôt théorique en Chine	31
Charge / produit d'impôt théorique au Venezuela	9
Total charge / produit d'impôt théorique	899
Impact net des charges et des produits définitivement non déductibles ou imposables	21
Charge / produit d'impôt effectif(ve) sur les activités courantes	920
Résultat net des entreprises intégrées	(1 892)

L'impact net des charges et des produits définitivement non déductibles ou imposables intègre essentiellement des décalages permanents

Taux d'impôt sur les Sociétés (Exercice 2009 et ultérieurs)

France	34,43%	Italie	31,40%
Allemagne	28,25%	Amérique et Venezuela	34,00%
Angleterre	28,00%	Chine	25,00%

Note n° 17 : Produits de l'activité courante

	FRANCE	ETRANGER	2009	2008
Ventes de marchandises	1 957	5 575	7 532	8 427
Production vendue :				
. de biens	67 735	83 578	151 313	191 250
. de services	1 002	773	1 775	1 594
Chiffre d'affaires	70 694	89 926	160 620	201 271
Subventions d'exploitation			62	169
Autres produits			1 623	2 565
Autres produits de l'activité			1 685	2 734
Production stockée			(5 251)	(76)
Production immobilisée			481	1 110
Total autres produits de l'activité courante			(3 085)	3 768
Total des produits de l'activité courante			157 535	205 039

Les "autres produits" comprennent les crédits d'impôt recherche et divers autres produits opérationnels courants.

Note n° 18 : Charges opérationnelles courantes

	2009	2008
Achats de marchandises	2 878	6 257
Variations de stocks marchandises	1 316	(640)
Achats de matières premières et autres approvisionnements	42 364	70 392
Variations de stocks matières premières et autres approvisionnements	7 417	321
Autres achats et charges externes	26 350	36 961
Charges de personnel	58 100	66 145
Impôts, taxes et versements assimilés	4 146	4 853
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
. Sur immobilisations - dotations aux amortissements (1)	9 797	9 532
. Sur actif non courant - dotations / reprises sur provisions liées aux pertes de valeur (1)	2 237	1 502
. Sur actif courant - dotations aux provisions	1 193	1 765
. Pour risques et charges - dotations aux provisions	291	(58)
Autres charges	400	440
Total des charges opérationnelles courantes	156 489	197 470

(1) Voir Note 4

Note n° 19 : Résultat financier

	2009	2008
Intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	154	356
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	55	334
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	209	690
Charges d'intérêts sur opérations de financement	919	1 615
Coût de l'endettement financier brut	919	1 615
Coût de l'endettement financier net	(710)	(925)
Produits sur instruments financiers	17	-
Produits financiers d'actualisation	13	78
Variation positive de juste valeur des actifs et passifs évalués en juste valeur	42	147
Résultat des couvertures de taux et de change lié aux autres produits financiers	412	275
Autres produits financiers	167	210
Total des autres produits financiers	651	710
Pertes sur instruments financiers	6	38
Charges financières d'actualisation	226	217
Variation négative de juste valeur des actifs et passifs évalués en juste valeur	4	42
Résultat des couvertures de taux et de change lié aux autres charges financières	468	392
Autres charges financières	43	47
Total des autres charges financières	747	736
Résultat des autres produits et charges financiers	(96)	(26)
Résultat financier	(806)	(951)

Note n° 20 : Informations sectorielles

20.1. Ventilation des immobilisations par secteurs d'activité

	Au 31.12.2009					Au 31.12.2008				
	Holding	Extrusion	Pompes	Mécanique	Total	Holding	Extrusion	Pompes	Mécanique	Total
Ecart d'acquisition (1)	-	-	894	-	894	-	-	834	-	834
Sous-total incorporelles	40	5 539	6 231	1 302	13 112	45	5 151	6 013	1 347	12 556
Terrains et constructions	20 013	7 904	8 125	4 894	40 936	20 013	6 705	4 622	4 890	36 230
Matériels industriels et divers	163	157 115	24 255	7 695	189 228	166	154 992	21 422	7 403	183 983
Immob.corporelles en cours	-	382	194	-	576	-	1 200	3 980	45	5 225
Avances et acomptes	-	193	-	-	193	-	277	-	35	312
Sous-total corporelles	20 176	165 594	32 574	12 589	230 933	20 179	163 174	30 024	12 373	225 750
Valeurs brutes	20 216	171 133	39 699	13 891	244 939	20 224	168 325	36 871	13 720	239 140
Amortissements / Dépréciations cumulés	1 304	119 225	16 514	10 102	147 145	927	114 247	14 073	8 550	137 797
Valeurs nettes	18 912	51 908	23 185	3 789	97 794	19 297	54 078	22 798	5 170	101 343
Dotations de l'exercice	385	6 955	3 094	1 600	12 034	380	6 828	1 791	2 035	11 034
Total bilan par secteurs d'activité	73 246	87 135	68 767	10 001		70 408	98 708	75 548	13 336	

Les terrains et constructions sont répartis dans le tableau ci-dessus en respectant la notion de propriété juridique des biens.

D'un point de vue opérationnel, des terrains et constructions de Gévelot S.A. sont mis à la disposition du secteur Extrusion pour 12,3 M€ et du secteur Pompes pour 3,8 M€.

Le total des investissements incorporels et corporels s'est élevé en 2009 à :

Holding :	- K€
Extrusion à froid & Usinage :	4 993 K€
Pompes / Technologie des Fluides :	3 912 K€
Mécanique / Equipements moteurs et Gaz :	259 K€
	<u>9 164 K€</u>

Le total des investissements incorporels et corporels s'est élevé en 2008 à :

Holding :	1 425 K€
Extrusion à froid & Usinage :	6 692 K€
Pompes / Technologie des Fluides :	5 602 K€
Mécanique / Equipements moteurs et Gaz :	584 K€
	<u>14 303 K€</u>

20.2. Variation des passifs financiers par secteurs d'activité

	01.01.2009	Remboursements	Nouveaux emprunts	31.12.2009
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)				
Extrusion à froid & Usinage	19 327	(4 924)	814	15 217
Pompes / Technologie des Fluides	83	(71)	51	63
Sous-total	19 410	(4 995)	865	15 280
Emprunts et dettes financières divers	514	(68)	642	1 088
Découverts bancaires				
Holding	1	(1)	1	1
Extrusion à froid & Usinage	8 887	(8 887)	7 331	7 331
Pompes / Technologie des Fluides	15	(15)	2 045	2 045
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	2 039	(2 039)	830	830
Sous-total	10 942	(10 942)	10 207	10 207
Total	30 866	(16 005)	11 714	26 575

20.3. Chiffres d'affaires consolidés par secteurs d'activité

	31.12.2009			31.12.2008		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Holding	138	3 529	3 667	77	3 526	3 603
Extrusion à froid & Usinage	81 974	460	82 434	107 427	607	108 034
Pompes / Technologie des fluides	67 109	3 984	71 093	78 633	4 244	82 877
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	11 399	-	11 399	15 134	-	15 134
Eliminations et réconciliations	-	(7 973)	(7 973)	-	(8 377)	(8 377)
Total	160 620	-	160 620	201 271	-	201 271

20.4. Résultats par secteurs d'activité

Résultat opérationnel courant

	2009			2008		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Holding	(2 328)	3 551	1 223	(2 652)	3 583	931
Extrusion à froid & Usinage	(1 241)	(2 743)	(3 984)	4 722	(2 803)	1 919
Pompes / Technologie des fluides	5 759	(743)	5 016	7 548	(710)	6 838
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	(1 144)	(65)	(1 209)	(2 049)	(70)	(2 119)
Total	1 046	-	1 046	7 569	-	7 569

Transition du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel	Holding	Extrusion	Pompes	Mécanique	Total 2009	Total 2008
Résultat opérationnel courant	1 223	(3 984)	5 016	(1 209)	1 046	7 569
Litiges sociaux	-	(144)	-	(29)	(173)	(73)
Charges de restructuration	-	(1 452)	(993)	(178)	(2 623)	(2 131)
Divers	1	(92)	(165)	-	(256)	(269)
Résultat opérationnel	1 224	(5 672)	3 858	(1 416)	(2 006)	5 096

Les charges de restructuration sont la résultante des plans d'adaptation mis en place dans le secteur Extrusion (France et Allemagne) pour faire face à la très forte dégradation de l'activité. Pour le secteur Pompes, il s'agit essentiellement du redéploiement des activités du site de Rambouillet vers les autres sites de PCM.

Résultat opérationnel

	2009			2008		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Holding	(2 327)	3 551	1 224	(2 660)	3 583	923
Extrusion à froid & Usinage	(2 929)	(2 743)	(5 672)	2 249	(2 803)	(554)
Pompes / Technologie des fluides	4 601	(743)	3 858	7 551	(710)	6 841
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	(1 351)	(65)	(1 416)	(2 044)	(70)	(2 114)
Total	(2 006)	-	(2 006)	5 096	-	5 096

Résultat courant avant impôts des entreprises intégrées

	2009			2008		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Holding	(2 162)	3 665	1 503	(2 116)	3 672	1 556
Extrusion à froid & Usinage	(3 819)	(2 857)	(6 676)	804	(2 892)	(2 088)
Pompes / Technologie des fluides	4 564	(743)	3 821	7 649	(710)	6 939
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	(1 395)	(65)	(1 460)	(2 192)	(70)	(2 262)
Total	(2 812)	-	(2 812)	4 145	-	4 145

Résultat net de l'ensemble consolidé

	2009			2008		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Holding	927	2 403	3 330	344	2 408	2 752
Extrusion à froid & Usinage	(4 785)	(1 873)	(6 658)	(685)	(1 896)	(2 581)
Pompes / Technologie des fluides	3 190	(487)	2 703	6 422	(466)	5 956
<i>dont Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence</i>	<i>164</i>		<i>164</i>	<i>1 240</i>		<i>1 240</i>
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	(1 060)	(43)	(1 103)	(1 731)	(46)	(1 777)
Total	(1 728)	-	(1 728)	4 350	-	4 350

20.5. Ventilation des immobilisations par zones géographiques

	Au 31.12.2009				Au 31.12.2008			
	France	Allemagne	Autres pays	Total	France	Allemagne	Autres pays	Total
Ecart d'acquisition (1)	-	-	894	894	-	-	834	834
Sous-total incorporelles	11 042	2 038	32	13 112	10 710	1 817	29	12 556
Terrains et constructions	30 586	7 904	2 446	40 936	27 112	6 705	2 413	36 230
Matériels industriels et divers	141 339	44 936	2 953	189 228	138 705	43 627	1 651	183 983
Immob.corporelles en cours	510	66	-	576	4 638	548	39	5 225
Avances et acomptes	52	141	-	193	112	200	-	312
Sous-total corporelles	172 487	53 047	5 399	230 933	170 567	51 080	4 103	225 750
Valeurs brutes	183 529	55 085	6 325	244 939	181 277	52 897	4 966	239 140
Amortissements / Dépréciations cumulés	113 649	32 773	723	147 145	106 531	30 743	523	137 797
Valeurs nettes	69 880	22 312	5 602	97 794	74 746	22 154	4 443	101 343
Dotations de l'exercice	9 407	2 367	260	12 034	8 567	2 273	194	11 034

(1) concerne PCM Group UK Ltd.

20.6. Chiffres d'affaires consolidés par zones géographiques

	31.12.2009		31.12.2008	
	Chiffre d'affaires	Pourcentage	Chiffre d'affaires	Pourcentage
France	70 694	44,0%	85 551	42,5%
. Pays de l'Union Européenne	51 277		68 383	
. Autres pays d'Europe	2 015		5 010	
. Amérique	13 141		21 988	
. Autres zones géographiques	23 493		20 339	
Etranger	89 926	56,0%	115 720	57,5%
Total	160 620	100,0%	201 271	100,0%

Note n° 21 : Recherche et développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de Recherche et Développement se sont élevées à 1 815 K€. Sur ces dépenses, 460 K€ ont été activés dans le cadre des dispositions de la Norme IAS 38.

Note n° 22 : Instruments financiers

	Valeur Brute	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Taux actualisation	Ecart d'actual. n-1	(Perte) reprise / exercice	Ecart d'actual. 31/12/09	Dep.	Valeur au bilan
Actifs financiers										
-Aides à la construction à plus d'un an	616		280	336	3,5%	(143)	3	(140)	-	476
-Aides à la construction à moins d'un an	151	151							(37)	114
-Instruments dérivés	-	-								-
-Titres évalués à leur juste valeur en contrepartie du résultat	-	-								-
Passifs financiers										
-Instruments dérivés	88	88								88

Les Aides à la construction représentent des prêts aux salariés avec des durées de remboursement de 20 ans. Ces prêts à taux nuls sont actualisés pour tenir compte de la perte dans le temps de la valeur des remboursements futurs.

Les Instruments dérivés s'entendent des outils financiers utilisés par la société pour couvrir ses risques de taux ou de change. Il s'agit essentiellement de Swap de taux d'intérêt sur les emprunts à taux variables. Leur juste valeur est calculée par un expert indépendant. Les contrats de change consistent en achats et ventes à terme de devises.

Gestion des risques financiers

Hormis sur ses emprunts à taux variables, le Groupe n'a pas de risque de marché significatif sur ses dettes et créances financières et sur ses valeurs mobilières de placement. Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du Groupe est essentiellement constitué de placements monétaires. Le Groupe possède quelques valeurs mobilières de placement partiellement basées sur des actions mais pour lesquelles le risque de perte de valeur est globalement négligeable au regard des très faibles durées de détention et des garanties fournies.

Les taux de rémunération sont voisins de ceux du marché.

Le Groupe rencontre quelques risques de change dans ses exportations. Ces risques, lorsqu'ils sont significatifs, sont généralement couverts par des opérations de couverture de change (achats/ventes de devises à terme).

Le rapport de Gestion donne des informations complémentaires sur la gestion des risques du Groupe.

Note n° 23 : Contrats de location

Type de Contrat	Total des paiements futurs	Valeur actualisée	Valeur brute des sous-jacent	Devise	Durée résiduelle moyenne	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Taux d'intérêt	Taux d'actualisation
Location simple - Exploitation	608	579		Euro	2,5 ans	261	347	-		n/a
Location simple - Hors Exploitation	839	802		Euro	2 ans	390	449	-		n/a
Location-financement	8 538	8 069	13 524	Euro	4 ans	2 262	5 710	566	3,70%	3,50%

Les contrats de location simples sont des contrats de location de durées comprises entre 3 ans et 10 ans.

L'Exploitation s'entend essentiellement des locations d'espaces de stockage et d'engin de manutention.

Le Hors exploitation comprend les parcs de matériels informatiques et de machines de bureau ainsi que les véhicules de société.

La Location-financement correspond pour la très grande part à du matériel de production de Gévelot Extrusion (presses, matériel industriel).

Il a été comptabilisé une charge d'environ 0,9 Million d'Euros sur l'exercice 2009 au titre des contrats de location simple.

Note n° 24 : Rémunération des dirigeants

	2009	2008
Avantages à court terme (hors charges sociales)	551	556
Charges sociales	156	162
Total	707	718

Les Dirigeants sont les Membres du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit.

La rémunération comprend le salaire brut, les primes, les avantages en nature et les jetons de présence.

Les Mandataires Sociaux ne bénéficient d'aucun système spécifique de retraite.

Note n° 25 : Effectif moyen

	2009	2008
Dirigeants et Cadres	214	222
Agents de maîtrise, employés et ouvriers	1 037	1 211
Total	1 251	1 433
Personnel intérimaire	16	27

Note n° 26 : Engagements hors bilan

Engagements donnés

	2009	2008
Avais, cautions et garanties	1 396	3 472
Effets escomptés et non échus	-	-
Dettes pour lesquelles les entreprises consolidées ont accordé une garantie	1 877	1 717
<i>dont emprunts auprès des établissements de crédit</i>	<i>1 377</i>	<i>1 717</i>
Autres engagements donnés	-	37
Total	3 273	5 226

Engagements reçus

	2009	2008
Avais, cautions et garanties	123	212
Divers	-	-
Total	123	212

Note n° 27 : Entreprises liées

(en milliers d'euros)	2009		2008	
	Montant des transactions	Montant des soldes	Montant des transactions	Montant des soldes
Immobilisations	-		-	
Créances		1 546		1 453
Dettes		52		324
Charges	2 038		2 611	
Produits	8 653		10 262	

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessus concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

Les transactions avec les Parties liées Personnes physiques (Administrateurs, Mandataires Sociaux et les Membres de leur famille) n'ont pas de caractère significatif.

Note n° 28 : Honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leurs réseaux

(en euros)	PRICEWATERHOUSECOOPERS				C.R.E.A.				JEAN MARIE			
	2009		2008		2009		2008		2008			
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit												
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	98 306	100%	50 000	33%	123 194	100%	125 135	100%	40 000	100%		
<i>Emetteur</i>	69 806	71%	35 000	23%	73 490	60%	70 000	56%	40 000	100%		
<i>Filiales intégrées globalement</i>	28 500	29%	15 000	10%	49 704	40%	55 135	44%	-	-		
Prestations directement liées à la mission de Commissaire aux comptes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Emetteur</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Filiales intégrées globalement</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	98 306	100%	50 000	33%	123 194	100%	125 135	100%	40 000	100%		
Autres prestations												
Juridique, fiscal, social	-	-	100 865	67%	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	100 865	67%	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	98 306	100%	150 865	100%	123 194	100%	125 135	100%	40 000	100%		

PricewaterhouseCoopers Audit

**63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex**

CREA

**Cabinet ROUSSEL & Associés
41, avenue de Friedland
75008 Paris**

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires

Gévelot SA

6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Gévelot SA tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 2A de l'annexe qui mentionne les nouvelles normes d'application obligatoire et notamment IAS 1 révisée ;
- la note 2D qui mentionne la modification apportée au bilan comparatif au 31 décembre 2008 relative au reclassement des fonds de pension de la filiale allemande en actifs financiers non courants.

II - Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte de crise économique et financière pesant encore fortement sur les secteurs d'activité du groupe et créant également une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans la note 2.2.4 de l'annexe, la valeur recouvrable des actifs immobilisés amortissables regroupés par unité génératrice de trésorerie est comparée à la valeur nette comptable lorsqu'apparaissent des indices de perte de valeur. En 2009, les tests ainsi réalisés ont conduit à enregistrer une dépréciation complémentaire des actifs affectés aux activités « Mécanique » (note 4.3 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié la conformité de l'approche retenue avec le référentiel IFRS ainsi que la correcte application des modalités de mise en œuvre des tests de perte de valeur décrites dans l'annexe. Nous avons également examiné la documentation disponible comprenant notamment les prévisions de flux de trésorerie et les autres hypothèses retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 22 avril 2010
Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

CREA

Pierre Riou

Christophe Bonte

Comptes Sociaux au 31 décembre 2009

Bilan au 31 décembre 2009

ACTIF (en milliers d'euros)	Montant brut au 31.12.2009	Amortissements ou Dépréciations	Montant net au 31.12.2009	Montant net au 31.12.2008
ACTIF IMMOBILISE (I)				
Immobilisations incorporelles (A)				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	40	25	15	18
Total A	40	25	15	18
Immobilisations corporelles (B)				
Terrains	3 047	139	2 908	2 911
Constructions	15 516	9 196	6 320	6 543
Autres	163	80	83	96
Immobilisation corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Total B	18 726	9 415	9 311	9 550
Immobilisations financières (C) (1)				
Participations	44 021	-	44 021	35 771
Créances rattachées à des participations	185	-	185	3 574
Prêts	52	-	52	61
Autres	10	-	10	10
Total C	44 268	-	44 268	39 416
Total (I) Actif immobilisé (A + B + C)	63 034	9 440	53 594	48 984
ACTIF CIRCULANT				
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Créances (2)				
Créances clients et comptes rattachés	116	-	116	176
Autres	1 643	-	1 643	2 065
Valeurs mobilières de placement	5 414	-	5 414	10 472
Disponibilités	4 506	-	4 506	552
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance (2)	23	-	23	31
Total (II) Actif circulant	11 702	-	11 702	13 296
Ecart de conversion actif (III)	-	-	-	-
Total général (I + II + III)	74 736	9 440	65 296	62 280

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

185

77

9

84

PASSIF (en milliers d'euros)	Avant affectation		Après affectation	
	Montant net au 31.12.2009	Montant net au 31.12.2008	Montant net au 31.12.2009 (a)	Montant net au 31.12.2008 (b)
CAPITAUX PROPRES (I)				
Capital	33 514	33 514	33 514	33 514
Prime d'émission, de fusion, d'apport	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Réserves :				
. Réserve légale	2 966	2 851	3 090	2 966
. Autres	12 753	12 753	13 000	12 753
Report à nouveau	2 528	2 268	2 910	2 528
Résultat de l'exercice	2 477	2 290	-	-
Sous-total : situation nette	54 238	53 676	52 514	51 761
Subvention d'investissement	9	10	9	10
Provisions réglementées	1 751	1 432	1 751	1 432
Total de l'ensemble des Capitaux Propres (I)	55 998	55 118	54 274	53 203
PROVISIONS (II)				
Provisions pour risques	-	-	-	-
Provisions pour charges	7 307	5 280	7 307	5 280
Total Provisions (II)	7 307	5 280	7 307	5 280
DETTES (III) (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1	1	1	1
Emprunts et dettes financières divers	713	711	713	711
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	167	95	167	95
Dettes fiscales et sociales	405	388	405	388
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	35	36	35	36
Autres dettes	670	651	2 394	2 566
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
Total Dettes (III)	1 991	1 882	3 715	3 797
Ecart de conversion passif (IV)	-	-	-	-
Total général (I + II + III +IV)	65 296	62 280	65 296	62 280
(1) dont à plus d'un an	712	789	712	789
dont à moins d'un an	1 279	1 093	3 003	3 008
(2) dont concours bancaires courants et soldes crédoeurs de banques	1	1	1	1

Résultat 2009

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	2009	2008
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Prestations de services	3 667	3 603
Montant net du chiffre d'affaires	3 667	3 603
Autres produits	143	130
Total des produits d'exploitation (I)	3 810	3 733
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	762	859
Impôts, taxes et versements assimilés	438	436
Salaires et traitements	674	718
Charges sociales	286	304
Dotations aux amortissements sur immobilisations	241	238
Dotations aux dépréciations sur immobilisations	-	-
Autres charges	68	64
Total des charges d'exploitation (II) (2)	2 469	2 619
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 341	1 114
PRODUITS FINANCIERS		
De participations (3)	1 602	1 417
Autres intérêts et produits assimilés (3)	280	634
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	-	-
Total des produits financiers (III)	1 882	2 051
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées (4)	-	-
Différences négatives de change	-	-
Total des charges financières (IV)	-	-
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 882	2 051
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II) + (III - IV)	3 223	3 165
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	75	15
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1	23
Reprises sur provisions et transferts de charges	12	12
Total des produits exceptionnels (V)	88	50
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	45	78
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	30
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	2 359	2 084
Total des charges exceptionnelles (VI)	2 404	2 192
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(2 316)	(2 142)
Impôts sur les bénéfices (VII)	(1 570)	(1 267)
Total des produits (I + III + V)	5 780	5 834
Total des charges (II + IV + VI + VII)	3 303	3 544
5 - BENEFICE	2 477	2 290

(1) Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs

(21) (17)

(2) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs

(30) (21)

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

1 716 1 506

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

- -

Tableaux de flux de trésorerie 2009

FLUX DE TRESORERIE (en milliers d'euros)	2009	2008
OPERATIONS D'ACTIVITE		
Résultat net	2 477	2 290
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et dépréciations	241	238
- Provisions	2 347	2 072
- Plus-Values de cession, nettes d'impôt	(1)	4
Marge brute d'autofinancement	5 064	4 604
- Variation des stocks et en-cours	-	-
- Variation des clients	60	(75)
- Variation des fournisseurs	72	(22)
- Autres variations	466	(1 206)
Variation du besoin en fonds de roulement	598	(1 303)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	5 662	3 301
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	(1 425)
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations financières	(4 861)	(2 849)
Sous-Total	(4 861)	(4 274)
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	-	24
- Cessions et diminutions d'immobilisations financières	9	-
Sous-Total	9	24
Investissements nets de la période	(4 852)	(4 250)
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	(1)	(24)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(4 853)	(4 274)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
- Augmentations/(réduction) de capital	-	-
- Dividendes attribués aux actionnaires de la société	(1 915)	(2 106)
- Autres distributions	-	-
Total	(1 915)	(2 106)
- Variations des emprunts et dettes financières	2	27
- Variation du besoin en fonds de roulement et divers	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(1 913)	(2 079)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	(1 104)	(3 052)
Trésorerie à l'ouverture	11 023	14 075
Trésorerie à la clôture	9 919	11 023
	(1 104)	(3 052)

**Annexe
des Comptes Sociaux
au 31 décembre 2009**

Annexe des Comptes Sociaux au 31 décembre 2009

Cette Annexe complète et commente le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2009, dont le total est de 65 295 908,28 euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 5 780 839,80 euros et qui dégage un bénéfice de 2 476 816,05 euros.

Les notes n° 1 à 19, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels (sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros).

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 15 avril 2010 par le Conseil d'Administration.

Note N° 1 : Principes Comptables et Règles d'établissement des Comptes Sociaux

Les comptes annuels de la Société Gévelot S.A. ont été établis conformément aux prescriptions du plan comptable général 1999, homologué par l'arrêté du 22 juin 1999, et de l'ensemble des Règlements du C.R.C. postérieurs à cette date.

a) Principales méthodes utilisées

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels qui sont amortis en linéaire sur 3 à 15 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'acquisition hors coûts d'emprunt) à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet de réévaluations légales.

Depuis le 01 janvier 2005, l'actif a fait l'objet d'un changement de méthode lié à la première application obligatoire des dispositions des Règlements sur les Actifs relatifs respectivement à leurs amortissements, dépréciation (Règlement C.R.C. n° 2002-10) et à leur définition, évaluation et comptabilisation (Règlement C.R.C. n° 2004-06).

Gévelot S.A., par exception au principe de l'application générale rétrospective, a alors retenu, comme le prévoyaient les dispositions de première application des nouvelles règles, l'approche prospective dite : méthode de réallocation des valeurs nettes comptables.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue, sur la base du montant d'acquisition déduction faite de la valeur résiduelle estimée à la fin de la durée d'utilisation.

Les durées d'utilisation prévues sont :

- constructions à usage de bureau : linéaire 40 ans
- constructions à usage industriel : linéaire 50 ans
- autres immobilisations corporelles : linéaire 5 à 20 ans.

Il est précisé ci-dessous, les immobilisations qui ont fait l'objet d'une décomposition et les modalités qui ont été appliquées :

- Constructions
 - o Structure : linéaire 40 et 50 ans
 - o Aménagements et agencements : linéaire 20 à 30 ans
 - o Ravalement : linéaire 10 ans
 - o Etanchéité : linéaire 20 ans

Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice qu'un actif ou un groupe d'actifs ait pu perdre de la valeur, il est procédé à un test de dépréciation. Un actif ou groupe d'actifs fait l'objet d'une dépréciation lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle.

La valeur actuelle d'un actif ou groupe d'actifs est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net et la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation.

Participations

Les participations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport sauf réévaluation légale.

Cette valeur comptable est comparée à la quote-part détenue dans les capitaux propres comptables de la société concernée. Lorsque cette quote-part est inférieure à la valeur comptable, il est réalisé une analyse complémentaire visant à estimer la valeur d'utilité de la participation en fonction de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'utilité ainsi déterminée est inférieure à la valeur comptable de la participation concernée, une dépréciation est constituée pour le montant de la différence entre ces deux valeurs.

Autres éléments constitutifs de l'actif

A la clôture, la valeur nette comptable des éléments d'actifs, autres que les immobilisations incorporelles et corporelles, est comparée à leur valeur actuelle à la même date.

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est pratiquée pour la différence.

Valeurs mobilières de placement

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur liquidative ou de cession probable à la clôture de l'exercice est inférieure à celui-ci, une dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur de marché des valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2009, constituées de SICAV et FCP monétaires, s'élève à 5,4 M€.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont enregistrées dès leur octroi. Elles sont rapportées au résultat et constituent un produit exceptionnel.

Dans le cas de subventions partielles, elles sont reprises pour un montant égal à la dotation fiscale aux amortissements affecté du rapport subvention sur immobilisation.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan correspondent aux amortissements dérogatoires sur immobilisations incorporelles et corporelles. La contrepartie des mouvements de ces provisions est inscrite au Compte de Résultat dans les charges et produits exceptionnels.

Provisions

Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique conformément au Plan Comptable Général.

b) Intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 1995, la Société Gévelot S.A a opté pour le régime fiscal de Groupe. Elle est à ce titre seule redevable de l'impôt dû sur le Résultat d'ensemble. En application des Conventions d'intégration fiscale conclues avec les Sociétés du périmètre d'intégration, chaque Société comptabilise la charge d'impôt comme en l'absence d'intégration.

Le Groupe est formé de la Société-Mère, Gévelot S.A. "tête de Groupe" et des filiales françaises suivantes : Gévelot Extrusion, PCM et Gurtner.

Le produit net d'impôt de 1 570 K€ comprend :

- l'impôt sur le résultat propre à Gévelot S.A.	- 483 K€
- le produit d'impôt lié aux entités intégrées dans le Groupe d'intégration fiscale	2 053 K€

Par ailleurs, un complément de provision intra-groupe de 2 027 K€ a été constaté au 31 décembre 2009 pour restitution probable d'économie d'impôt aux filiales dans le cadre de ce régime.

c) Retraites

A leur départ en retraite, les Membres du personnel perçoivent des indemnités conventionnelles ou contractuelles. Les engagements correspondants sont pour une large part couverts par une assurance. La quote-part résiduelle non couverte n'est pas comptabilisée et figure en conséquence en engagements hors bilan.

d) Droit individuel à la Formation (DIF)

Dans le cadre de l'Avis n° 2004 – F du 13 octobre 2004 du Comité d'Urgence du C.N.C, relatif à la comptabilisation du droit individuel à la formation, la Société Gévelot n'a pas constaté de dettes au 31 décembre 2009. Le nombre d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis à ce titre est de 352 heures. Ce nombre d'heures n'ayant pas donné lieu à demande, aucune provision n'a été constituée à la fin de l'exercice 2009.

e) Informations complémentaires

Concernant les frais de remise en état du site industriel de Meudon, une provision a été constituée pour couvrir les obligations auxquelles est soumise Gévelot S.A. en application de la Loi n° 2003-699 du 31 juillet 2003.

Début 2007, la Préfecture des Hauts de Seine a informé Gévelot S.A. qu'aucune réhabilitation complémentaire ne lui serait imposée en sa qualité de dernier exploitant du site.

Dans ces conditions, la provision de 262 K€ figurant au passif de la société au 31 décembre 2005 demeure inchangée.

Note n° 2 : Immobilisations et amortissements

Rubriques et postes	Immobilisations				Valeur brute à la fin de l'exercice 2009	Amortissements et dépréciations			
	Valeur brute au début de l'exercice 2009	Augmentations	Transferts	Diminutions		Cumulés au début de l'exercice 2009	Augmentations	Diminutions	Cumulés à la fin de l'exercice 2009
Immobilisations incorporelles									
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	45	-	-	(5)	40	27	3	(5)	25
Total	45	-	-	(5)	40	27	3	(5)	25
Immobilisations corporelles									
Terrains	3 047	-	-	-	3 047	136	3	-	139
Constructions	15 516	-	-	-	15 516	8 973	223	-	9 196
Autres immobilisations corporelles	166	-	-	(3)	163	70	13	(3)	80
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	18 729	-	-	(3)	18 726	9 179	239	(3)	9 415
Immobilisations financières									
Participations	35 771	8 250	-	-	44 021	-	-	-	-
Créances rattachées à des participations	3 574	4 861	-	(8 250)	185	-	-	-	-
Prêts	61	-	-	(9)	52	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	10	-	-	-	10	-	-	-	-
Total	39 416	13 111	-	(8 259)	44 268	-	-	-	-

Les créances rattachées à des participations correspondent au compte courant avec Gévelot Extrusion. Le montant est essentiellement constitué des loyers des différents sites et des intérêts correspondants.

Au 31 décembre 2009, Gévelot S.A. a racheté 50% de Dold auprès de Gévelot Extrusion pour 8 250 K € par compensation partielle du compte courant. Gévelot S.A. détient ainsi 70% du capital de Dold.

Note n° 3 : Provisions

Rubriques et postes	Augmentations		Diminutions		Montant à la fin de l'exercice 2009
	Montant au début de l'exercice 2009	et apports	Montants utilisés au cours de l'exercice 2009	Montants non utilisés au cours de l'exercice 2009	
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	1 432	331	12	-	1 751
Total	1 432	331	12	-	1 751
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges	-	-	-	-	-
Provision pour pertes de change	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-
Provisions pour charges					
Provision pour impôts	-	-	-	-	-
Provision remise en état du site industriel de Meudon	262	-	-	-	262
Provision intra-groupe pour restitution d'impôt jugée probable dans le cadre de l'intégration fiscale	5 018	2 027	-	-	7 045
Total	5 280	2 027	-	-	7 307
Dépréciations					
Dépréciations sur immobilisations	-	-	-	-	-
Dépréciations sur valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-
Autres dépréciations	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

Note n° 4 : Etat des échéances des créances et des dettes

Rubriques et postes	Montant brut au 31.12.2009	Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus d'1 an
Créances			
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	185	185	-
Prêts (1)	52	-	52
Autres	10	-	10
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés (2)	116	116	-
Autres	1 643	1 568	75
Capital souscrit appelé, non versé	-	-	-
Charges constatées d'avance	23	21	2
Total	2 029	1 890	139
Dettes			
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit (3) (4)	1	1	-
Emprunts et dettes financières divers (3) (5)	713	73	640
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (6)	167	165	2
Dettes fiscales et sociales	405	335	70
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (6)	35	35	-
Autres dettes (7)	670	670	-
Produits constatés d'avance	-	-	-
Total	1 991	1 279	712

(1) Prêts accordés en cours d'exercice	-
Prêts récupérés en cours d'exercice	9
(2) Dont effets de commerce	-
(3) Emprunts et dettes financières soucrits en cours d'exercice	3
Emprunts remboursés et transférés en cours d'exercice	1
(4) dont :	
- à deux ans au maximum à l'origine	1
- à plus de deux ans à l'origine	-
(5) Dettes dont l'échéance est à plus de 5 ans	622
(6) Dont effets de commerce	-
(7) Dont envers les associés	666

Note n° 5 : Eléments concernant les Entreprises liées et les Participations

Postes	Montant au 31.12.2009 concernant les Entreprises (1)	
	liées (2)	avec lesquelles la Société a un lien de participation
Avances et acomptes sur immobilisations	-	-
Participations	44 021	-
Créances rattachées à des participations	185	-
Prêts	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes (actif circulant)	-	-
Créances clients et comptes rattachés	115	-
Autres créances	478	-
Capital souscrit appelé, non versé	-	-
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit	-	-
Emprunts et dettes financières divers	678	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	666	-
Produits de participation	1 602	-
Autres produits financiers	114	-
Charges financières	-	-

(1) En montants nets

(2) Entreprises liées : ce sont les entreprises consolidées par la méthode d'intégration globale

Note n° 6 : Réévaluation

Postes	Variations de la réserve de réévaluation au 31.12.2009			Montant en fin d'exercice 2009	Pour mémoire écarts incorporés au capital
	Montant au début de l'exercice 2009	Diminutions dues aux cessions	Autres variations		
Terrains	-	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-	2 222
Réserve de réévaluation (1976)	-	-	-	-	(2 222)
Réserve spéciale de réévaluation (1959)	-	-	-	-	(431)
Ecart de réévaluation libre	-	-	-	-	-
Autres écarts : Ecart de réévaluation des immobilisations plafonnées	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

Note n° 7 : Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant au 31.12.2009
Créances rattachées à des participations	33
Créances clients et comptes rattachés	34
Autres créances	4
Valeurs mobilières de placement	1
Total	72

Note n° 8 : Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant au 31.12.2009
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit	1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	59
Dettes fiscales et sociales	121
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	35
Autres dettes	4
Total	220

Note n° 9 : Charges et produits constatés d'avance

	Montant au 31.12.2009	
	Charges	Produits
Charges/Produits d'exploitation	23	-
Charges/Produits financiers	-	-
Charges/Produits exceptionnels	-	-
Total	23	-

Note n° 10 : Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital social au début de l'exercice 2009	957 543	35,00
Actions émises pendant l'exercice	-	-
Actions remboursées pendant l'exercice	-	-
Actions annulées pendant l'exercice	-	-
Modification de la valeur nominale par incorporation de réserves	-	-
Actions composant le capital social en fin d'exercice 2009	957 543	35,00

Soit un capital social de 33 514 005 euros.

Note n° 11 : Tableau des variations des capitaux propres

Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2008 avant résultat	52 828
Affectation du résultat 2008 à la situation nette par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009	375
. Résultat 2008	2 290
. Dividendes distribués	(1 915)
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2009	53 203
Variations de l'exercice :	318
. Variation des primes, réserves, report à nouveau	-
. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	318
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2009 avant résultat	53 521

Note n° 12 : Ventilation du chiffre d'affaires net

a) Répartition par secteurs d'activité

	Montant 2009	Montant 2008
Prestations de services	3 667	3 603
Total	3 667	3 603

b) Répartition par marchés géographiques

	Montant 2009	Montant 2008
France	3 659	3 594
Allemagne	8	9
Total	3 667	3 603

Note n° 13 : Résultat exceptionnel

Les principaux éléments formant le résultat exceptionnel sont les suivants :

Rubriques	Montant 2009	Montant 2008
Provision intra-groupe pour restitution probable d'économie d'impôt dans le cadre de l'intégration fiscale	(2 027)	(1 745)
Amortissements dérogatoires	(319)	(327)
Divers nets	30	(70)
Total	(2 316)	(2 142)

Note n° 14 : Impôts sur les bénéfices

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre le résultat courant et le résultat exceptionnel est la suivante :

Rubriques	Résultat avant impôt au 31.12.2009	Montant de l'impôt sur les bénéfices 2009	Résultat net au 31.12.2009
Résultat courant	3 223	579	2 644
Résultat exceptionnel	(2 316)	(96)	(2 220)
Incidence intégration fiscale	-	(2 053)	2 053
Total	907	(1 570)	2 477

Le taux d'impôt retenu est de 33 1/3 %.

L'incidence sur l'imposition de l'exercice des évaluations fiscales dérogatoires, due aux amortissements dérogatoires est de 106 K€ (produit).

Accroissement et allègement de la dette future d'impôts

La dette future d'impôts se trouvera allégée de 2 K€ en raison des provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation pour 6 K€ et accrue de 584 K€ au titre de la reprise des amortissements dérogatoires pour 1 751 K€.

Note n° 15 : Engagements hors bilan

Engagements donnés	Montant au 31.12.2009
Avals et cautions délivrés au profit des filiales	-
Autres engagements donnés :	
Dettes pour lesquelles l'entreprise a accordé une garantie	
- au titre de ses propres emprunts	-
- au titre de dettes contractées par des filiales	500
Engagements de crédit-bail T.T.C.	-
Engagements en matière de retraites	17
Total	517

Engagements reçus	Montant au 31.12.2009
Avals et cautions reçus	-
Divers	-
Total	-

Engagements en matière de retraites (I.F.C.)

L'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière est calculé pour chacune des catégories : employés, cadres, en fonction de l'ancienneté acquise et du salaire moyen, charges sociales comprises, selon la méthode dite "des unités de crédit projetées", conformément à la Recommandation 03-R.1 du 1er avril 2003 du C.N.C..

Le chiffre retenu, soit 17 K€, est égal au montant du passif social IFC (99 K€) diminué de la valeur du fonds au 31 décembre 2009 (82 K€) détenu par Generali Patrimoine (Groupe Générali) dans le cadre d'un contrat permettant d'externaliser une partie de ces engagements.

Note n° 16 : Rémunération des Dirigeants

La rémunération globale des Organes de Direction et d'Administration s'est élevée à 467 738 euros pour l'exercice 2009.

Note n° 17 : Effectif moyen 2009

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	6	-
Agents de maîtrise et techniciens, employés	1	-
Total	7	-

Note n° 18 : Société consolidante

Gévelot S.A. est la société consolidante du Groupe Gévelot.

Note n° 19 : Filiales et participations au 31 décembre 2009

Sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en % ⁽¹⁾	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice
				Brutes	Nettes					
A - FILIALES										
(50 % au moins du capital détenu par la Société)										
Filiales françaises										
Gévelot Extrusion S.A. 6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret	18 120	7 946	99,99	25 397	25 397	185	-	50 997	(3 979)	-
PCM S.A. 17, rue Ernest Laval 92170 Vanves	10 155	30 370	99,94	6 509	6 509	-	-	60 714	2 706	1 502
Gurtner S.A. 40, rue de la Libération 25300 Pontarlier	3 090	2 719	99,95	1 225	1 225	-	-	11 399	(414)	-
Filiales étrangères										
<i>(en milliers d'euros)</i>										
Dold Kaltfliesspresse GmbH Langenbacherstrasse 17/19 D-78147 Vöhrenbach (Allemagne)	13 000	1 623	70,00	10 890	10 890	-	-	31 437	(792)	100
B - PARTICIPATIONS										
(10 à 50 % du capital détenu par la Société)										
Participations étrangères										
<i>(en milliers d'euros)</i>										
Techniques de Fixation Belgique (en liquidation)	110	NC	22,72	-	-	-	-	NC	NC	-

⁽¹⁾ Dont prêts de consommation

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

CREA

Cabinet ROUSSEL & Associés
41, avenue de Friedland
75008 Paris

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux Actionnaires

Gévelot SA

6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Gévelot SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

La Société détermine à chaque clôture la valeur d'inventaire de ses immobilisations financières selon les méthodes décrites en note 1a de l'annexe et constate, le cas échéant, des provisions pour dépréciation lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes décrites dans l'annexe et nous sommes assurés de leur correcte application ainsi que du caractère raisonnable des estimations retenues pour leur mise en œuvre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application de l'article L.225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données servant à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 22 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

CREA

Pierre RIOU

Christophe BONTE

